

Séquence 5

Régulations et déséquilibres macroéconomiques

Sommaire

1. Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?
 2. Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?
 3. Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?
 4. Quelles politiques conjoncturelles ?
- Corrigés des exercices

11

Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?

Introduction

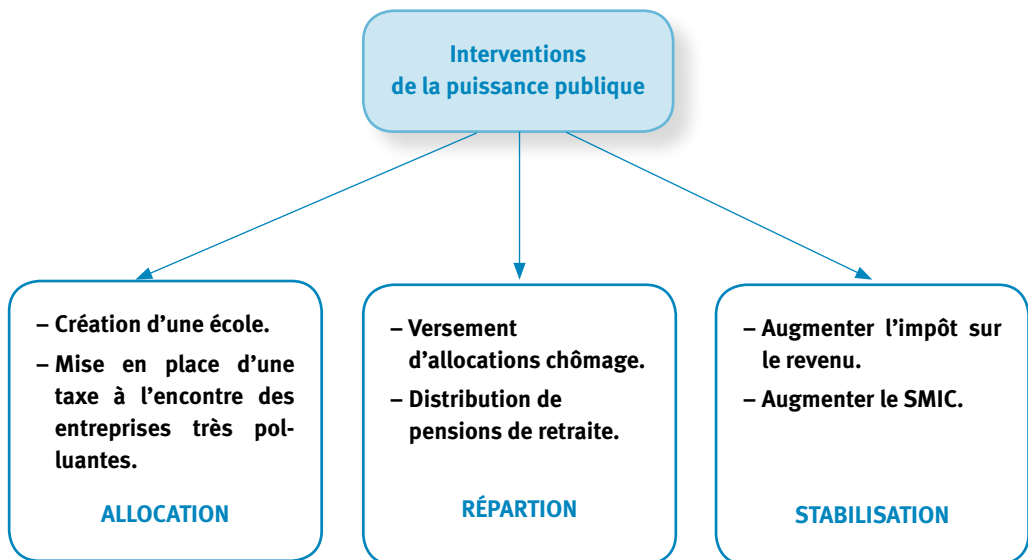
La séquence 3 nous a permis de voir que le marché se trouve dans certains cas en situation de déséquilibre. Les défaillances du marché peuvent justifier une intervention de l'État, celui-ci remplissant alors trois grandes fonctions économiques que sont l'allocation, la répartition et la stabilisation (chapitre 1). Pour agir sur l'économie, l'État applique un certain nombre de prélèvements obligatoires, qu'il réutilisera en tant que dépense publique. Plus globalement, c'est son budget qui permet à l'État d'intervenir (chapitre 2). Nous reviendrons sur la notion de déséquilibres, en abordant notamment la question du chômage et de l'inflation, et en montrant que ces phénomènes sont liés à la demande globale (chapitre 3). Enfin, nous verrons comment la puissance publique, mais aussi les banques centrales (abordées dans la quatrième séquence), peuvent agir sur ces déséquilibres, au moyen des deux principales politiques économiques, la politique budgétaire et la politique monétaire (chapitre 4).

Notions à acquérir

- Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation).

Exercice introductif

Les différentes interventions publiques





Questions

- 1 Quel est l'objectif de la création d'une école? de la mise en place d'une taxe contre les entreprises polluantes?
- 2 Pourquoi ces 2 exemples sont-ils classés dans la même catégorie d'intervention publique?
- 3 Pourquoi la puissance publique reverse-t-elle des allocations chômage et des pensions de retraite?
- 4 Citer d'autres exemples de revenus distribués par l'État.
- 5 Que cherche à faire l'État en augmentant les impôts? en augmentant le salaire minimum?

Puissance publique = en économie, la puissance publique est un terme général, regroupant l'ensemble des pouvoirs publics. En France, la puissance publique correspond aux administrations publiques (APU), qui sont financées par des prélèvements obligatoires et qui agissent pour l'intérêt général. On distingue :

- **l'État et les organismes divers d'administration centrale (ODAC): incluent l'État ainsi que d'autres organismes centraux (ministères, universités ou Pôle Emploi par exemple). Ces APU mènent une action à l'échelle nationale.**
- **Les administrations publiques locales (APUL): les collectivités locales (régions, départements, communes) et tous les organismes publics gérés localement (lycées, collèges et écoles publiques par exemple).**
- **Les administrations de sécurité sociale (ASSO): ce sont les régimes d'assurance sociale et les organismes qui en dépendent (comme les hôpitaux publics).**

Lorsque le marché est défaillant (séquence 3), la puissance publique, c'est-à-dire l'État et l'ensemble des administrations publiques d'un pays, peut intervenir. Richard MUSGRAVE, économiste américain, a proposé en 1959 une typologie des fonctions de l'État, classées en 3 catégories.

- l'État doit parfois modifier la répartition des ressources disponibles dans l'économie, dans le but de satisfaire l'intérêt général. C'est la fonction d'allocation des ressources (A).
- l'État cherche aussi à lutter contre de trop grandes inégalités et atteindre la justice sociale en redistribuant des revenus spécifiques. C'est la fonction de répartition (ou redistribution) (B).
- l'État peut influencer sur le niveau de l'activité économique lorsque le marché rencontre des difficultés à s'autoréguler. C'est la fonction de régulation (ou stabilisation) (C).

L'intervention de la puissance publique ne se limite pas aux échelles locale et nationale. Une action internationale, notamment européenne, peut également être mise en œuvre (D).

Le marché ne peut pas fonctionner sans règles qui l'encadrent. C'est le rôle de la puissance publique de mettre en place ce **cadre réglementaire**.

A

La fonction d'allocation

1. La production de biens collectifs

Doc. 1



© Cned

Exercice 1 Les biens collectifs



- 1 Quels services sont présentés sur ces 2 photos ? Qui finance ces services et pourquoi ?
- 2 Quel est l'objectif de chacun de ces 2 services ?



À retenir

Le marché n'est pas efficace dans la production de **biens collectifs**, ou **biens publics** (séquence 3, chapitre 4), qui sont des biens devant être accessibles à tous, sans condition, et que chacun utilise en quantité égale (comme, par exemple, l'éclairage public ou la défense nationale).

Ces biens (qui sont plutôt des services, en réalité) ne peuvent, par définition, être produits par des entreprises privées. En effet, celles-ci ont pour objectif premier la réalisation d'un bénéfice. Or, la production d'un bien collectif implique des coûts fixes tels qu'une entreprise privée n'aura pas intérêt à s'y engager (le risque de perte étant élevé). Certains de ces biens étant pourtant **essentiels**, c'est la puissance publique qui en assume le financement.

À la différence des entreprises privées, qui produisent en vue de la satisfaction de leur intérêt privé, la puissance publique a donc, via le financement de biens collectifs, **une mission d'intérêt général**.

2. Les externalités positives

Doc. 2



Les externalités sont les effets que les activités d'une personne ou d'une entreprise ont sur d'autres, sans compensation. Elles peuvent nuire ou bénéficier aux autres — autrement dit, être négatives ou positives. Exemple d'externalité négative : la situation créée par une entreprise qui, pour assurer sa production, pollue l'environnement local sans fournir de compensation aux résidents que cela affecte.

À l'opposé, l'enseignement primaire peut être créateur d'externalités positives, car il bénéficie non seulement aux élèves du primaire mais à l'ensemble de la société. L'État peut limiter les externalités négatives en réglementant et en taxant les produits qui en créent. Inversement, il peut renforcer les externalités positives en subventionnant les produits qui en sont porteurs, ou en fournissant directement ces produits.

« La Banque mondiale permet qu'il soit fait utilisation du présent contenu conformément aux dispositions et sous réserve des conditions figurant sur son site web » (www.worldbank.org)

Exercice 2 Externalités positives



- 1 Donnez des exemples d'externalités, positives et négatives, autres que ceux présentés dans le texte.
- 2 Pourquoi l'existence d'externalités implique-t-elle l'intervention de l'Etat ?
- 3 En quoi le financement d'une école publique peut-il générer des externalités positives pour les entreprises ?

Les externalités ne peuvent être gérées efficacement par le marché : il n'y a en effet pas de prix ni de réelle quantité pour l'externalité. Le marché est donc incapable de récompenser ceux qui génèrent des externalités positives et de sanctionner les producteurs d'externalités négatives. Ceci justifie donc l'intervention de la **puissance publique**.



À retenir

De nombreuses activités économiques génèrent des **externalités** (ou effets externes). Certaines sont **positives** (quand un agent bénéficie d'une action d'un autre sans supporter le coût), d'autres **négatives** (quand un agent est pénalisé par l'action d'un autre sans obtenir de dédommagement).

L'État peut agir de plusieurs façons :

- Favoriser les externalités positives :
 - en produisant directement des biens collectifs générant ces externalités positives (éducation, infrastructures routières...),
 - en subventionnant des entreprises privées (dans des secteurs tels que la culture ou l'environnement).
- Limiter les externalités négatives, en rendant les activités qui les produisent plus coûteuses (taxer lourdement le carburant, par exemple, afin de limiter la pollution).

Cette action publique pourra avoir des conséquences importantes sur l'économie du pays. Ainsi, la productivité des travailleurs, source de croissance économique, dépend largement de leur niveau de qualification, qui lui-même résulte de leur éducation, et donc des biens et services d'enseignement financés par l'État.

Au final, comme dans la production de biens collectifs, la gestion des externalités illustre le grand objectif de la puissance publique qu'est la satisfaction de **l'intérêt général**.

B

La fonction de répartition/ redistribution

1. Redistribution horizontale et verticale

Doc. 3



L'intervention de l'État en matière de redistribution est généralement justifiée par l'insatisfaction quant à la distribution des revenus qui découle du libre fonctionnement des marchés.

En effet, en l'absence de toute intervention étatique, la distribution des revenus découle de la distribution des dotations individuelles (capacités, héritage) et du système de prix. Cette distribution des revenus peut être jugée injuste par une société qui refuse l'inégalité.

L'État peut alors intervenir pour modifier la distribution initiale des dotations individuelles par la mise en place d'un système d'impôt et de transferts.

Réjane Hugounenq, Henri Sterdyniak, *Les cahiers français*, n° 292 (07/1999)

Exercice 3 La redistribution



- 1 Qu'est-ce qui justifie la fonction de redistribution de l'État ?
- 2 Donnez un exemple de redistribution.

Doc. 4



Le principe de la redistribution verticale est de limiter les inégalités des revenus et donc de promouvoir la justice sociale. La redistribution verticale se fait par des transferts monétaires ou en nature vers les ménages méritants. Elle est financée par des prélèvements obligatoires sur les revenus de certains individus ou ménages, généralement les plus aisés de la société. Ces prélèvements obligatoires sont des impôts, taxes et cotisations sociales.

La redistribution horizontale couvre les risques sociaux quel que soit le niveau de revenus. Donc, même les gens aisés bénéficient de ce système. La redistribution horizontale fait qu'un groupe paie pour les services d'un autre groupe. Par exemple, les bien-portants paieront pour les malades ; les jeunes pour les vieux.

www.economiesolidaire.com

Exercice 4 Redistributions horizontale et verticale



- 1 Qu'appelle-t-on redistribution horizontale ? redistribution verticale ?

- 2 Pour chacun des exemples suivants, précisez s'il s'agit d'une redistribution horizontale ou verticale :
- Versement du RSA (revenu de solidarité active)
 - Versement d'une pension de retraite
 - Versement d'allocations familiales
 - Remboursement de frais de santé
 - Aide au logement



À retenir

La redistribution regroupe l'ensemble des mesures par lesquelles l'État et les organismes de protection sociale modifient la répartition des revenus. Le système redistributif français géré par l'État s'est développé après la seconde guerre mondiale (on parle alors d'Etat-providence).

La redistribution opérée par la puissance publique a pour principal objectif d'assurer une répartition juste des revenus.

Le libre fonctionnement du marché conduit en effet à une distribution des revenus qui peut être considérée comme injuste, car dépendant trop des situations personnelles de chacun et engendrant en conséquence de trop fortes inégalités. On distingue 2 grandes formes de redistribution : horizontale et verticale.

drant en conséquence de trop fortes inégalités. On distingue 2 grandes formes de redistribution : horizontale et verticale.

Exercice 5 Tableau synthétique des 2 formes de redistribution

Compléter le tableau avec les termes suivants: *inégalités*; *risques*; *revenu*; *riches*; *prestations*; *justice*; *retraités*; *pauvres*; *protection*; *assurer*.

Deux grandes formes de redistribution		
	Horizontale	Verticale
Définition	Entre les membres d'une société, indépendamment du (entre actifs et par exemple)	Des (qui financent davantage la sociale) vers les (qui bénéficient plus des.....)
Objectif la population contre les principaux sociaux	Limiter les de revenus et donc de promouvoir la sociale.

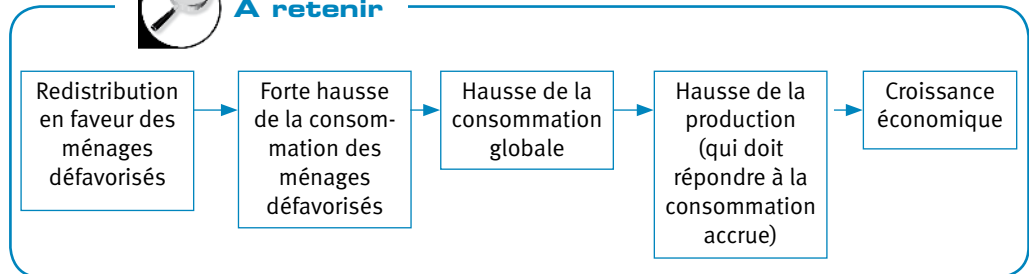
2. L'impact économique de la redistribution

La redistribution peut favoriser la croissance économique, car elle permet de stimuler la demande de biens et services. En effet, les individus qui ont les revenus les plus faibles ont la propension à consommer la plus élevée (et, à l'inverse, les individus aux revenus élevés ont une faible propension à consommer).

Propension à consommer = proportion du revenu d'un ménage consacrée à la consommation. (Le revenu peut être consommé ou épargné – la propension à épargner mesure donc la part du revenu consacrée à l'épargne).



À retenir



La redistribution (notamment verticale) permet donc d'augmenter fortement la consommation des ménages les plus pauvres, influant positivement sur le niveau de production, et donc sur la croissance.

Cet impact positif de la redistribution sur la croissance a notamment été analysé par l'économiste britannique John Maynard KEYNES (1883-1946).



La fonction de stabilisation/régulation

Doc. 5



Le plein-emploi et la stabilité des prix ne vont pas de soi dans une économie de marché mais doivent être guidés par une politique publique. Sans elle l'économie a tendance à être sujette à de substantielles fluctuations et peut subir des périodes prolongées d'inflation et de chômage. Pour ne rien arranger, chômage et inflation (...) peuvent coexister.

Musgrave, Richard A (1959), *Public Finance in Theory and Practice*, New York, McGraw-Hill

Exercice 6 La fonction de stabilisation



À la lecture de ce document, donnez une définition de la fonction de stabilisation selon Musgrave.

1. Des fonctions régaliennes à la fonction de régulation

Adam SMITH (1723-1790), penseur britannique considéré comme le père fondateur de l'économie politique, estime que les fonctions essentielles de l'État sont les fonctions **régaliennes** : protéger les frontières et assurer l'ordre intérieur, pour que le marché puisse s'autoréguler sans difficulté (tout en garantissant à la population des droits sociaux fondamentaux, tels que l'éducation).

Cette vision de l'État (alors qualifié d'Etat-gendarme) a évolué au cours des siècles.

En France, au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Etat-providence est mis en place, pour pallier aux défaillances du marché constatées alors. L'État assure alors de plus en plus ses fonctions d'allocation des ressources et de redistribution des revenus (I et II), mais son action directe sur les grands indicateurs de l'économie va croissant. Cette action va notamment s'appuyer sur les travaux théoriques de John Maynard KEYNES.

2. L'État complète l'action du marché

Doc. 6



La crise de 1929 constitue un défi pour les libéraux : les mécanismes autorégulateurs qu'ils invoquent pour justifier la non-intervention de l'État semblent grippés. (...) La thèse libérale se heurte à un obstacle de taille : alors qu'elle préconise un retour à la libre concurrence, ce sont apparemment les pays où l'État intervient largement dans l'économie qui surmontent le mieux les effets de la crise. Véritable anomalie pour les libéraux, ce phénomène s'explique aisément dans l'optique keynésienne.

Keynes voit dans la crise le résultat d'un effondrement de la « demande effective », ou demande globale, adressée aux entreprises. Dans ces conditions, les gouvernements qui parviennent à ranimer la demande effective que ce soit par des commandes d'armement, la construction d'équipements publics ou des mesures sociales permettant de soutenir la consommation des ménages suscitent un redémarrage de l'activité et parviennent à faire reculer le chômage.

Jean Boncoeur et Hervé Thouément, *Histoire des idées économiques*,
© Armand Colin, 2004.

Exercice 7



L'intervention de l'État sur le marché

- 1 Que pensent les économistes qualifiés de « libéraux » quant au rôle de l'État dans l'économie ?
- 2 Pour Keynes, que doit stimuler l'État pour générer de la croissance et de l'emploi ?

- 3 Comment l'État peut-il intervenir ?
- 4 Quel lien peut-on établir entre les actions publiques présentées dans ce texte et la fonction de redistribution vue dans la section précédente ?



À retenir

La fonction de stabilisation consiste pour la puissance publique à influencer sur le niveau de l'activité économique et/ou sur des variables économiques essentielles (taux de chômage, taux d'inflation...).

Pour John Maynard Keynes, l'État doit intervenir activement dans l'économie, pour relancer la croissance et réduire le chômage. Keynes explique en effet le chômage par l'insuffisance de la demande. En augmentant les revenus sociaux ou en menant des investissements publics, l'État doit, selon les keynésiens, stimuler la demande, pour ainsi relancer la production et l'emploi.

Ce type de politique, qualifiée de politique de relance, a notamment été appliqué en France pendant les 30 glorieuses (1945-1975).

Les objectifs des politiques de stabilisation sont présentés dans le « carré magique », une représentation graphique conçue par l'économiste britannique Nicholas KALDOR, et qui présente la situation économique d'un pays à partir de 4 indicateurs représentatifs :

- le taux de croissance du PIB,
- le taux de chômage,
- le taux d'inflation,
- l'équilibre extérieur de la balance commerciale.

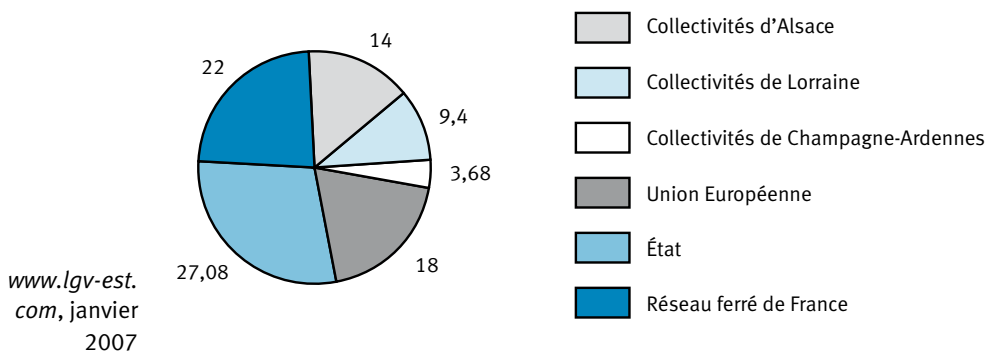
L'État doit chercher au maximum à maintenir une croissance économique forte, un taux de chômage et d'inflation faibles, et un solde du commerce extérieur positif.



Les différents niveaux d'intervention

Doc. 7

Répartition du financement de la ligne ferroviaire LGV Est européenne (en %)



Exercice 8 Des interventions à différentes échelles



- 1 Recherchez ce que sont les « collectivités d'Alsace » ? Plus généralement, qu'est-ce qu'une collectivité locale ?
- 2 Quels sont les 3 différents niveaux d'intervention publique qui apparaissent dans ce document ?



À retenir

La puissance publique peut agir à différentes échelles. On distingue principalement l'action locale, nationale et supranationale (dans le cas de la France, le pouvoir supranational prend la forme de l'Union Européenne).

Union européenne

- Puissance publique supranationale, c'est-à-dire que son action s'impose à l'action purement nationale.
- Grandes instances représentatives : la Commission Européenne, le Parlement européen, la BCE (Banque centrale européenne).
- Exemple de champs d'action : politiques communes aux pays membres dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et des transports. Politique monétaire commune.



État français

- Puissance publique nationale, son action s'applique à l'ensemble du territoire français.
- Instances représentatives : l'ensemble des ministères et le Parlement.



Collectivités locales

- Puissance publique locale, dont le champ d'action est limité géographiquement.
- Instances représentatives : le conseil régional, le conseil général, le conseil municipal.
- Ces collectivités ont vu leur pouvoir s'accroître avec le mouvement de **décentralisation** (dans les années 1980) qui consiste à transférer des compétences de l'État central aux élus des collectivités locales (ex : dans le domaine de l'éducation nationale, la construction des lycées relève depuis 1982 de la compétence des régions, les collèges du département, l'école primaire des communes).

Le cas du financement de la ligne ferroviaire à grande vitesse LGV Est européenne montre que les 3 grands échelons de puissance publique sont liés. La construction progressive de l'Union européenne depuis les années 1950 illustre la nécessité d'une coexistence de ces 3 niveaux.

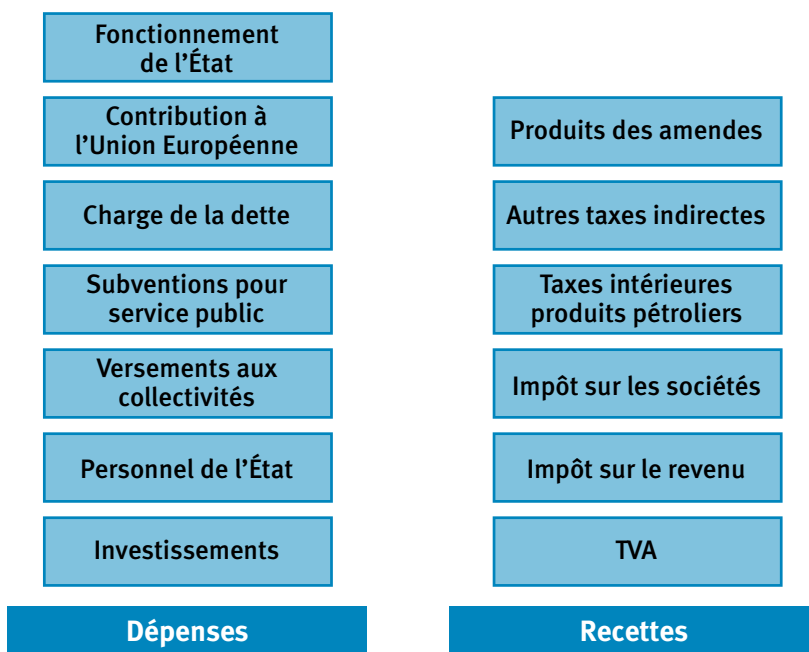
2

Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?

Notions à acquérir

- ▶ Prélèvements obligatoires
- ▶ dépenses publiques
- ▶ déficit public
- ▶ dette publique

Exercice introductif (2) : Présentation du chapitre.



D'après www.performance-publique.gouv.fr



Questions

- 1 Que représente ce document ?
- 2 Quels problèmes peut poser le déséquilibre représenté entre dépenses et recettes ?

Nous avons montré dans le chapitre 1 que les défaillances du marché justifiaient une intervention des pouvoirs publics dans l'économie. Pour agir, l'État pourra utiliser un instrument clé : son budget. Nous présenterons cet outil en montrant qu'il repose sur un certain nombre de

prélèvements obligatoires permettant à l'État de produire des biens et services (A). La question du déséquilibre entre recettes et dépenses fait émerger les problèmes de déficit et de dette publique (B). Les impôts et taxes fixés par l'État revêtent une importance particulière. Qui supporte réellement leur coût et comment peuvent-ils modifier les comportements des agents économiques (C) ?

A

Le budget des administrations publiques

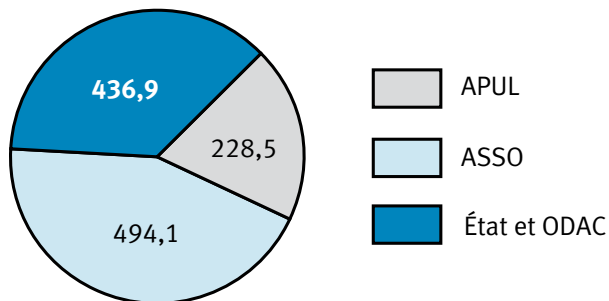
1. Présentation générale

Le budget de l'État est un document retraçant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'État pour une année civile. Chaque administration publique dispose de son propre budget.

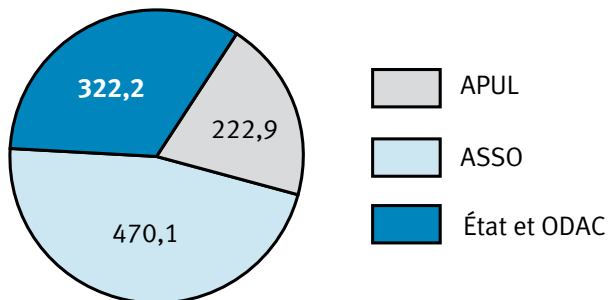
Rappelons qu'on distingue 3 types d'administrations publiques (APU) : l'État et les organismes divers d'administration centrale (ODAC), les administrations publiques locales (APUL) et les administrations de sécurité sociale (ASSO).

Doc. 8

Dépenses des APU en 2009
(en milliards d'euros)



Recettes des APU en 2009
(en milliards d'euros)



INSEE, Comptes nationaux, 2011.

Exercice 9 Dépenses et recettes des APU



- 1 Faites une phrase avec le 228,5.
- 2 Selon vous, que regroupent les dépenses des APU?
- 3 Quelles peuvent être les recettes des APU?
- 4 Calculez la part des dépenses publiques effectuées par les ASSO.
- 5 Calculez la part des recettes publiques perçues par les ASSO.

Dépenses des APU (ou, plus simplement, les dépenses publiques) = toutes les dépenses effectuées par les 3 types d'administrations publiques (centrales, locales et de sécurité sociale).

Ces dépenses sont financées grâce aux recettes publiques, composées essentiellement de prélèvements obligatoires. Il s'agit de l'ensemble des contributions obligatoires (impôts et cotisations sociales) versées par les agents économiques aux APU.

2. Les recettes des pouvoirs publics

Doc. 9 Les principaux prélèvements obligatoires en 2009

	En milliards d'euros	En % du PIB
Principaux impôts		
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	129.4	6.8
Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP)	23.5	1.2
Taxe sur les tabacs	10.0
Contribution sociale généralisée (CSG)	81.3
Impôt sur le revenu	2.4
Impôt sur les sociétés	20.6	1.1
Taxe foncière, dont :	24.9	1.3
- payée par les entreprises	24.7
- payée par les ménages
Taxe d'habitation	14.5	0.8
Impôt de solidarité sur la fortune (ISF)	3.6	0.2
Cotisations sociales	351.8	18.4

Comptes nationaux, INSEE, 2011.

Exercice 10 Les prélèvements obligatoires



- 1 Faites une phrase pour chacune des données soulignées.
- 2 Quel était le montant du PIB français en 2009 ?
- 3 Complétez le tableau.
- 4 Parmi les recettes publiques présentées dans ce document, quelles sont celles qui reviennent aux administrations publiques centrales ? aux administrations publiques locales ? aux administrations de sécurité sociale ?



À retenir

Il existe 2 grands types de recettes publiques :

- ▶ Les **recettes non fiscales** : celles qui ne proviennent pas des prélèvements obligatoires (recettes issues de la vente de production de l'État, ou des amendes payées par les citoyens par exemple). Ces recettes représentent moins de 10 % des recettes totales.
- ▶ Les **prélèvements obligatoires** (recettes fiscales) :
 - les cotisations sociales : aussi appelées charges sociales. Il s'agit de prélèvements assis sur les rémunérations des travailleurs. Contrairement aux impôts, elles ouvrent à des droits sociaux (le cotisant pourra bénéficier de prestations sociales en cas de besoin). Elles sont payées par les salariés, les employeurs et les travailleurs indépendants et sont versées aux administrations de sécurité sociale. Les cotisations dépendent du montant des rémunérations,
 - les impôts : prélèvements fiscaux payés par les agents économiques au profit des administrations publiques. L'impôt n'ouvre pas de droits.

Certains impôts sont **directs** (c'est-à-dire payés et supportés par la même personne.). C'est le cas de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, ou de la contribution sociale généralisée. L'État en perçoit certains (comme l'impôt sur le revenu), les administrations publiques locales d'autres (comme la taxe d'habitation).

D'autres impôts sont **indirects** (c'est-à-dire payés par les entreprises mais répercutés sur le prix de vente d'un produit : ils sont donc supportés par une autre personne, le contribuable) C'est le cas de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou des taxes sur les carburants.

Pour mesurer l'importance des recettes publiques dans une économie, on calcule le **taux de prélèvements obligatoires** (appelé pression fiscale), c'est-à-dire le rapport entre prélèvements obligatoires et PIB.

3. Les dépenses publiques

Doc. 10

Crédits de paiement de quelques ministères pour 2010 (en milliards d'euros)

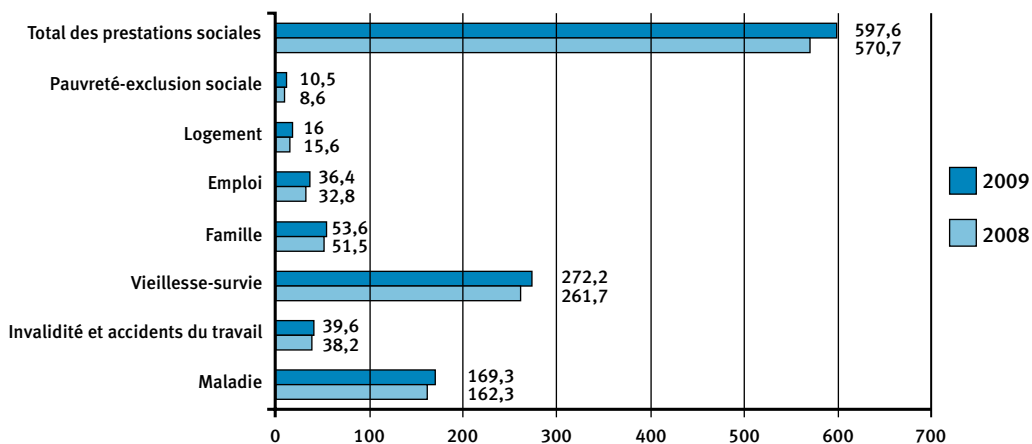
Enseignement scolaire	60,85
Défense	37,15
Recherche et enseignement supérieur	24,81
Solidarité, insertion et égalité des chances	12,37
Travail et emploi	11,41
Écologie, développement. et aménagement durable	10,15
Justice	6,86
Culture	2,92

INSEE

Doc. 11

Prestations de protection sociale (en milliards d'euros)

Prestations de protection sociale (en milliard d'euros)



INSEE, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (Drees), Comptes de la protection sociale.

Prestations sociales = revenus versés aux ménages pour prendre en charge les dépenses liées aux risques sociaux (toute situation de vie entraînant une perte partielle ou totale de revenu : le chômage, la vieillesse ou la maladie par exemple).

Exercice 11 Les prestations sociales



- 1 Comparez, par un calcul, les crédits accordés à l'enseignement scolaire à ceux accordés à la culture.
- 2 Faites une phrase avec le 597,6 (document 11).
- 3 Donnez des exemples de prestations sociales « famille », « vieillesse-survie » et « maladie ».
- 4 Quel est le secteur de protection sociale générant le plus de dépenses en 2009? Calculez sa part dans le total des dépenses.
- 5 Comment ont évolué les dépenses de prestations sociales entre 2008 et 2009? Quel risque cette évolution peut-elle présenter?



À retenir

Les dépenses publiques incluent toutes les dépenses des administrations publiques. Les dépenses de l'État (illustrées notamment par les crédits accordés aux différents ministères) reflètent les choix économiques et sociaux d'un pays (ainsi, en France, c'est au ministère de l'éducation nationale que sont alloués le plus de crédits).

Les dépenses essentielles des administrations de sécurité sociale sont les prestations sociales distribuées aux individus subissant un **risque social**. Les pensions de retraite et les remboursements de frais de santé sont des prestations dont le poids dans le total des dépenses de sécurité sociale est très élevé.

La production des pouvoirs publics est donc pour l'essentiel **une production non marchande**, c'est-à-dire une production qui ne donne pas lieu au paiement **direct** d'un prix entre le producteur et le consommateur. Les bénéficiaires de la production publique participent au financement de cette production, mais de façon indirecte (en payant des impôts et des cotisations sociales). Autrement dit, la production non marchande est fournie à la collectivité gratuitement ou quasi-gratuitement (à un prix inférieur à la moitié du coût de production).

En fournissant une production non marchande, les pouvoirs publics ne cherchent pas à réaliser un bénéfice, mais à satisfaire **l'intérêt général** de la société.



B Déficit public et dette publique

En France, depuis le milieu des années 1970, les dépenses des administrations publiques sont supérieures à leurs recettes. Cette situation est appelée **déficit public**.

Déficit public = situation dans laquelle les recettes publiques sont inférieures aux dépenses publiques. (Ne pas confondre avec le déficit budgétaire, qui correspond au seul déficit de l'État, et non à celui de l'ensemble des APU.)

Doc. 12 Déficit public en France

En milliards d'euros	2007	2008	2009
Administrations publiques centrales	- 48.5	- 60.4	- 121.4
Administrations publiques locales	- 7.7	- 9.4	- 6.2
Administrations de sécurité sociale	4.6	5.6	- 15
Total des APU	- 51.6	- 64.3	- 142.5
Total en % du PIB	- 2.7	- 3.3	- 7.5

INSEE, *Comptes nationaux*, 2011.

Exercice 12 Le déficit public



- 1 Faites une phrase avec le chiffre souligné sans utiliser le terme « déficit public ».
- 2 Que signifie le - 7.5 ?
- 3 Calculez l'évolution du déficit public total entre 2007 et 2009.
- 4 Que constate-t-on en 2009 ? Comment peut-on l'expliquer ?

Doc. 13 Le lien entre déficit et dette publique



* Rappel: le fonctionnement des actions et obligations est développé dans le chapitre 2 de la section 4.

Pour financer son déficit budgétaire, l'État doit chaque année emprunter des sommes colossales sous forme d'emprunts obligataires massifs: l'État vend aux obligataires des obligations remboursables, et qui leur rapportera un intérêt pendant ce temps*. (...) La charge de la dette (« le service de la dette »), c'est-à-dire les intérêts à verser aux particuliers, aux banques ou aux entreprises qui prêtent à l'État, est une dépense obligatoire du budget, dont le poids croissant devient une véritable « pompe à finances ». (...) La charge des intérêts, qui a grossi, en même temps que les déficits budgétaires et les taux d'intérêt, alourdit elle-même le déficit à financer chaque année et donc la charge future des intérêts. D'où un cercle vicieux: l'État est condamné à emprunter... pour honorer ses propres emprunts.

Gilles Bauche, *Budget de crise ou crise de budget*, Hatier, 1993.

Dettes publiques = ensemble des dettes cumulées des administrations publiques, qui résultent des emprunts qu'elles ont effectués.

Exercice 13 La dette publique



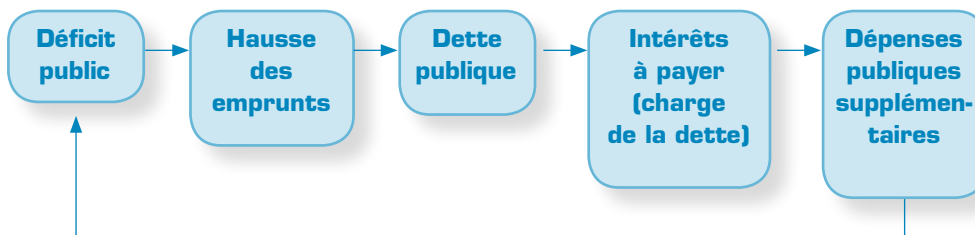
- 1 À qui l'État doit-il payer des intérêts ? Pourquoi ?
- 2 Quel lien peut-on alors établir entre déficit public et dette publique ?



À retenir

Depuis une quarantaine d'années, les administrations publiques françaises sont en déficit, car elles dépensent plus qu'elles ne perçoivent de recettes. Ces déficits sont financés grâce à des emprunts (contractés par émissions d'obligations), et le cumul de ces emprunts forme la dette publique.

En plus du remboursement de leurs emprunts, les administrations publiques doivent payer un intérêt (c'est la charge de la dette), ce qui accroît à nouveau leurs dépenses, et les amènent à s'endetter encore plus. On parle alors d'**effet boule de neige**.



Cet effet est d'autant plus important que le taux d'intérêt appliqué par les organismes prêteur (qui fixe donc le coût de l'emprunt : plus ce taux est élevé, plus l'emprunt coûte cher aux pouvoirs publics) augmente plus vite que les recettes publiques.

En effet, ces recettes (notamment les impôts) peuvent augmenter lorsque la croissance économique est forte (par exemple, un PIB croissant implique une production croissante des entreprises, et donc un impôt sur la production croissant revenant à l'État). Or, la croissance économique est relativement faible depuis les années 1970.

Remarque En 1997, l'Union Européenne, pour éviter aux Etats membres un creusement trop important de leur déficit et de leur dette, a mis en place un instrument, le **Pacte de Stabilité et de Croissance**. Ce Pacte impose aux Etats de maintenir un déficit public inférieur à 3 % du PIB, et une dette publique inférieure à 60 % du PIB, sous peine de sanction. Cependant, depuis 2005, les Etats membres peuvent dépasser ces 2 bornes dès lors qu'ils connaissent un ralentissement de leur croissance économique ou une dépression.



La place particulière des impôts

1. L'incidence fiscale

Nous avons montré que les impôts constituaient une partie des recettes publiques, et que parmi ces impôts, certains étaient qualifiés d'indirects : celui qui les verse aux pouvoirs publics n'est pas forcément le même que celui qui en supporte réellement le coût. Ce principe est très étroitement lié à ce qu'on appelle **l'incidence fiscale**. Étudier l'incidence fiscale revient à répondre à la question suivante : sur qui pèse l'impôt ? Autrement dit, qui va voir son pouvoir d'achat diminuer à cause de l'impôt ?

Exercice 14 Incidence fiscale

Dans une économie, il y a 2 entreprises produisant des chips : l'entreprise Vinaigrette, qui produit des chips au vinaigre, vendus 2 euros le paquet ; l'entreprise Cochonaille, qui produit des chips au bacon, vendus 2 euros le paquet également.

Cette économie compte 10 consommateurs : 5 préfèrent les chips au vinaigre et achètent 12 paquets par an, 5 préfèrent les chips au bacon et achètent 12 paquets par an.



Questions

1 Calculez le chiffre d'affaires annuel de chaque entreprise.

L'État décide d'appliquer un impôt spécial sur les chips au vinaigre, 50 centimes par paquet, que doit lui reverser Vinaigrette. Vinaigrette répercute cet impôt sur le prix de vente, qui passe à 2.50 le paquet. Le prix du paquet de chips au bacon ne change pas.

1^{er} cas : les 5 consommateurs qui achetaient des chips au vinaigre continuent d'en acheter (ils ADORENT les chips au vinaigre!).

2 Calculez le chiffre d'affaires annuel de chaque entreprise.

3 Dans ce cas, qui supporte réellement l'impôt que verse Vinaigrette à l'État ?

2^e cas : les 5 consommateurs qui achetaient des chips au vinaigre refusent de payer plus cher le paquet, et achètent des chips au bacon à la place.

4 Calculez le chiffre d'affaires annuel de chaque entreprise.

5 Que doit faire l'entreprise Vinaigrette pour conserver sa clientèle ?

6 Dans ce cas, qui supporterait réellement l'impôt versé à l'État ?

Dans cet exemple, l'impôt est toujours versé à l'État par le producteur, mais le poids de l'impôt ne pèse pas forcément sur ce producteur. Ce poids dépend de **l'élasticité de la demande par rapport au prix** :

– Lorsque la demande des consommateurs baisse quand le prix augmente (comme dans le 2^e cas de l'exemple : Vinaigrette augmente ses prix, et les consommateurs s'orientent vers Cochonaille), on dit que la demande est **fortement élastique** par rapport au prix.

Si un impôt est fixé sur la production des entreprises, celles-ci ont alors intérêt à répercuter cet impôt en baissant leur prix de vente, sous peine de perdre leur clientèle. Ce sont donc elles qui supporteront le coût de l'impôt.

– Lorsque la demande des consommateurs ne diminue pas quand les prix augmentent (comme dans le 1^{er} cas de l'exemple : Vinaigrette augmente ses prix mais conserve pourtant ses consommateurs), on dit que la demande est **faiblement élastique** par rapport au prix.

Si un impôt est fixé sur la production des entreprises, celles-ci ont alors intérêt à maintenir leur prix de vente constant (voire à l'augmenter!), puisque la demande sera toujours forte. Ce sont donc ici les consommateurs qui supporteront le coût de l'impôt.

La **TVA** est un exemple d'impôt appliqué sur l'ensemble des biens et services de consommation (la TVA est versée aux pouvoirs publics par les entreprises). Or, la demande globale de consommation est **peu élastique** par rapport au niveau général des prix (et ce car malgré la hausse des prix, les consommateurs ne peuvent se passer d'un grand nombre de biens et services fondamentaux; ils continueront donc de consommer). On considère donc généralement que la TVA est payée en grande partie par les consommateurs.

2. Impôts et incitations des agents

Doc. 8



* Un crédit d'impôt est une réduction d'impôt sur le revenu

Le crédit d'impôt* pour dépenses d'équipement de l'habitation principale en faveur du développement durable.

Ouvrent droit à crédit d'impôt certaines dépenses d'équipement (dont la liste est fixée par arrêté ministériel) réalisées par les contribuables dans leur résidence principale. Le taux du crédit d'impôt pour les dépenses exposées en 2008 est fixé à : 15 % pour les dépenses d'acquisition de chaudières à basse température ; 25 % pour les dépenses d'acquisition de chaudières à condensation, d'appareils de régulation de chauffage et de matériaux d'isolation thermique (40 % lorsque les dépenses, réalisées au plus tard le 31 décembre de la deuxième année suivant son acquisition, concernent un logement achevé avant le 1/1/1977) ; 25 % pour les dépenses d'équipement de raccordement à un réseau de chaleur et les dépenses d'équipement de récupération et de traitement des eaux pluviales. (...) Seul le prix TTC des équipements ou matériaux (hors coût de main-d'œuvre, frais financiers et administratifs) est pris en compte.

www.lesechos.fr, 6 mai 2009.

Exercice 15 Crédit d'impôt et développement durable



- 1 Quel est le point commun de toutes les dépenses qui donnent droit à un crédit d'impôt présentées dans ce texte ?
- 2 Pourquoi l'État accorde-t-il un crédit d'impôt aux ménages effectuant ces dépenses ?
- 3 Quels sont les inconvénients, pour l'État, d'une telle mesure ?

Doc.9



Insee Première
N°1316 - octobre
2010

Exercice 16 Crédit d'impôt et développement durable (2)



- 1 Faites une phrase avec 7.8 sans utiliser l'expression « coût pour l'État ».
- 2 Quelle est l'idée générale de ce document ?



À retenir

L'exemple du crédit d'impôt accordé aux ménages effectuant des dépenses en faveur de l'environnement montre que les pouvoirs publics peuvent directement influencer la consommation des ménages. Ainsi, une réduction d'impôt sur des biens et services spécifiques peut stimuler la demande de ces produits (ainsi que l'offre des producteurs, qui doivent répondre à cette demande croissante). Autrement dit, les décisions fiscales de l'État peuvent avoir un effet **incitatif** sur les comportements des consommateurs.

Les réductions d'impôt ont évidemment un coût pour l'État (qui perçoit moins de recettes fiscales). Si ce coût est supérieur aux effets positifs qu'il génère, l'État peut être amené à freiner ces avantages fiscaux (comme ce fut le cas, par exemple, du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt à payer pour l'achat d'une résidence ; celui-ci visait à stimuler la vente de biens immobiliers, mais il a finalement été supprimé au 1er janvier 2011).

3

Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?

Introduction

Les pouvoirs publics peuvent intervenir dans l'économie pour tenter de lutter contre les grands **déséquilibres macroéconomiques**.

La macroéconomie est une approche de l'économie à travers ses grands indicateurs : la production nationale, l'emploi, l'ensemble des prix, etc.

On distinguera principalement 3 grandes formes de déséquilibres : l'inflation (A), le chômage (B) et le déséquilibre extérieur (C).

Notions à acquérir

- ▶ Demande globale
- ▶ Inflation
- ▶ chômage
- ▶ déséquilibre extérieur

A

L'inflation

1. Définition et mesure

Doc. 16

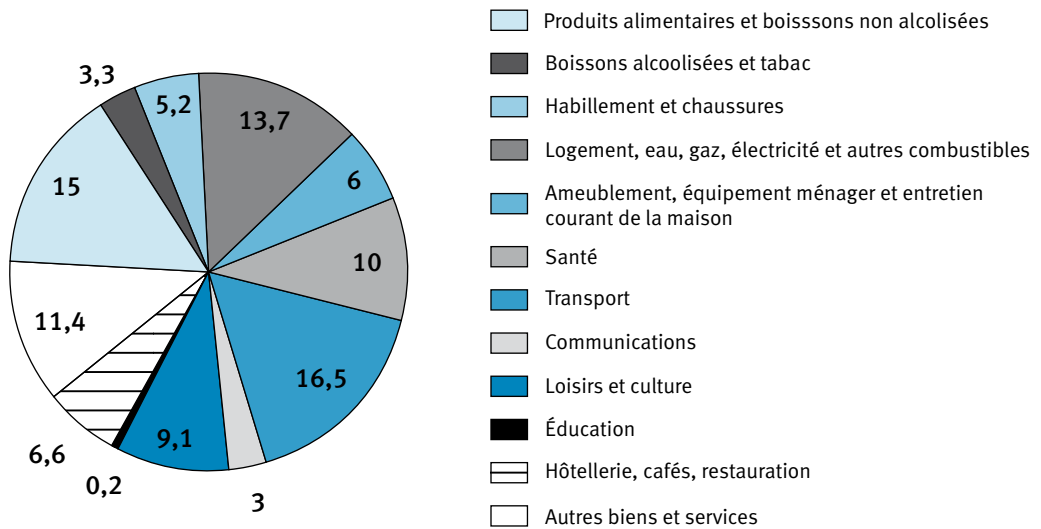


Qu'est-ce que l'indice des prix à la consommation ?

L'indice des prix à la consommation (IPC) permet de mesurer l'inflation. L'IPC est l'instrument de mesure, entre deux périodes données, de la variation du niveau général des prix sur le territoire français. Il s'agit des prix des biens et des services proposés aux consommateurs sur l'ensemble du territoire.

L'Insee suit les prix affichés toutes taxes comprises (TTC). Cela comprend les soldes et les promotions, mais exclut les réductions privées (cartes de fidélité) et les remises en caisse. Au total, près de 27 000 points de vente sont enquêtés tous les mois. Les relevés sont effectués dans 106 agglomérations de plus de 2 000 habitants, en métropole et dans les DOM.

**Structure de la consommation de l'ensemble
des ménages utilisée pour l'indice 2007
(en %)**



www.insee.fr

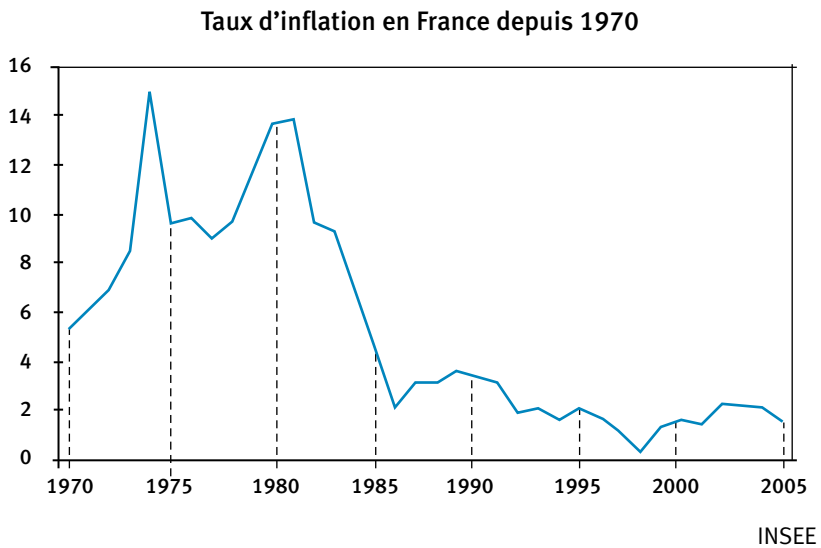
Exercice 17 La mesure de l'inflation



- ❶ Comment l'INSEE calcule-t-il l'indice des prix à la consommation (IPC) ?
- ❶ À partir du texte, proposez une définition de l'inflation.
- ❷ Faites une phrase avec le 3.0 %.
- ❸ La hausse du prix du pétrole aura-t-elle un impact faible ou important sur l'IPC ? Justifiez votre réponse au moyen du document.

Inflation = hausse généralisée et durable des prix. On la mesure par l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) établi par l'INSEE, qui reflète, mois par mois, l'évolution d'ensemble des prix à la consommation. Le taux d'inflation est la variation, en %, de l'IPC sur une période donnée (en général 1 an).

Doc. 17 Taux d'inflation en France depuis 1970



Exercice 18 Évolution du taux d'inflation

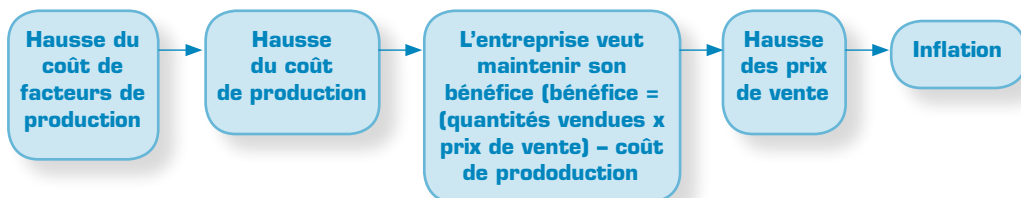


- 1 Faites une phrase pour la donnée de 1985.
- 2 Comment évoluent les prix depuis 1980 environ ?

2. Les différentes causes d'inflation

On distingue généralement 3 grandes explications à l'inflation : l'inflation par les coûts, par la monnaie et par la demande.

L'inflation par les coûts implique un déséquilibre au sein de l'entreprise : si les coûts de production de celle-ci augmentent (hausse du prix des matières premières, hausse des salaires, etc.), elle pourra être amenée à répercuter cette hausse sur ses prix de vente afin de conserver ses bénéfices stables. Par exemple, les augmentations de salaires dans les années 1960 ont conduit à une augmentation du coût du travail supporté par les entreprises, qui ont alors augmenté leurs prix en compensation afin de conserver un même niveau de profit.





L'inflation par la demande illustre un déséquilibre entre la demande globale et l'offre globale. La demande globale est la somme de la demande des ménages, des entreprises, des pouvoirs publics et du reste du monde. L'offre globale est la somme de la production intérieure et des importations. Si la demande globale augmente et que les entreprises (l'offre) ne peuvent pas répondre à cette hausse, ces entreprises seront amenées à augmenter leurs prix de vente. Cette hausse des prix freinera la demande (des prix élevés découragent les consommateurs), ce qui permet de revenir à l'équilibre entre offre et demande. (*Rappel: le fonctionnement d'un marché est présenté dans le chapitre 2 de la troisième séquence.*)

Autrement dit, les prix augmentent lorsque l'offre est **peu élastique par rapport à la demande**, c'est-à-dire principalement dans deux cas :

- quand les entreprises utilisent au maximum leurs facteurs de production (les travailleurs et les machines). Dans ce cas, elles ne peuvent pas les utiliser davantage afin d'accroître leur production.
- quand les entreprises n'ont pas confiance en l'avenir (on dit que leurs anticipations sont pessimistes). Dans ce cas, elles estiment que la demande qui s'adressera à elle n'augmentera pas, donc qu'elles ne pourront pas écouler leur production. Ainsi, elles n'augmentent pas cette production et investissent peu.

L'inflation par la monnaie (ou inflation monétaire) résulte d'une création de monnaie, sous forme de crédits accordés aux agents économiques qui vont dépenser cette monnaie, supérieure à la création de richesses dans l'économie. Concrètement, si les consommateurs ont davantage de monnaie, les producteurs, qui ne peuvent satisfaire cette nouvelle consommation rapidement, augmentent leurs prix de vente.

Remarque

Cette explication est celle que donne la plupart des économistes dits « monétaristes », qui s'appuie sur la célèbre **théorie quantitative de la monnaie**.

Cette théorie a été la première fois formulée par Jean BODIN, penseur français du XVI^e siècle, selon lequel la hausse des prix alors constatée en France résultait de l'afflux de métaux précieux, en provenance du Nouveau Monde, dans l'économie française.

À la fin du XIX^e siècle, l'économiste américain Irving FISHER la reformule dans une équation : $MV = PY$ (où M désigne la monnaie en circulation, V la vitesse de circulation de la monnaie (supposée constante), P le niveau de prix moyen et Y le volume de la production).

Cette équation montre donc que toute variation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie (M) implique une variation proportionnelle du niveau général des prix (P).

Exercice 19 Les causes de l'inflation



1 Remplissez les 2 opérations avec les termes suivants :

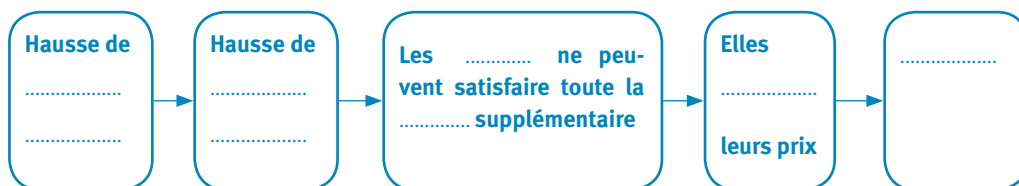
étrangères; dépenses publiques; ménages; investissement; consommation; importations; entreprises; pouvoirs publics; reste du monde; exportations; intérieures

► **Demande globale** = Demande des (autrement dit la.....)
+ Demande des.... (autrement dit l'..... + Demande des.....
(autrement dit les.....) + Demande du..... (autrement dit les.....)

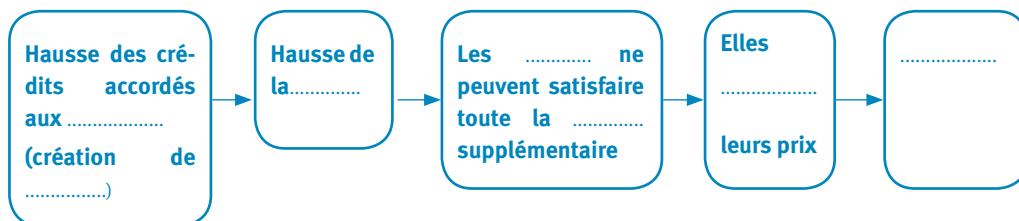
► **Offre globale** = Offre des entreprises..... + Offre des entreprises..... (autrement dit les.....)

2 À l'aide du document, remplissez les 2 schémas d'implication :

► **Inflation par la demande :**



► **Inflation par la monnaie :**



3 Pourquoi peut-on dire qu'inflation par la demande et inflation par la monnaie sont liées ?

Remarque Il existe une autre cause particulière d'inflation.

Lorsque le marché n'est pas en situation de concurrence, le prix ne pourra pas se fixer librement. Ainsi, une entreprise en situation de monopole pourra elle-même fixer son prix de vente (et elle le fixera à la hausse si elle souhaite accroître son bénéfice).

Dans ce cas, l'inflation résulte du fonctionnement même de l'économie.

3. L'inflation en Europe

Doc. 19 L'inflation s'accélère en zone euro



L'inflation a encore accéléré en mars dans la zone euro, à 2,6 % sur un an après 2,4 % en février, renforçant la probabilité d'une hausse des taux de la Banque Centrale Européenne (BCE) la semaine prochaine, selon une première estimation publiée jeudi 31 mars par l'office européen des statistiques Eurostat.

Ce chiffre est supérieur aux attentes des économistes interrogés par Dow Jones Newswires, qui tablaient sur 2,3 %. L'inflation, dopée notamment par la hausse des prix de l'énergie, est à son plus haut niveau dans la zone euro depuis octobre 2008, où elle avait atteint 3,2 %.

Son accélération inquiète la BCE: elle dépasse pour le quatrième mois consécutif le seuil de 2 % surveillé par l'institution chargée de veiller à la stabilité des prix. La BCE vise sur le moyen terme une inflation légèrement inférieure à 2 %. La hausse des prix à la consommation avait dépassé cette barre pour la première fois en décembre, à 2,2 %. Elle avait ensuite atteint 2,3 % en janvier.

Le président de l'institution, Jean-Claude Trichet, avait annoncé début mars une possible augmentation du taux d'intérêt directeur* en avril, rivié à 1 % depuis mai 2009. La catastrophe qui a frappé le Japon a un temps pu laisser penser que l'institution allait différer sa décision, mais elle semble maintenant inéluctable.

www.le monde.fr, 31 mars 2011.

* Le **taux directeur** est un taux fixé par la Banque Centrale qui détermine les possibilités de crédits qu'accordent les banques au sein de la zone euro : plus ce taux est élevé, moins les banques pourront accorder de crédits à leurs clients.

Exercice 20 Inflation en Europe



- 1 L'inflation est-elle un phénomène connu seulement en France ?
- 2 Selon ce document, quel est le rôle principal de la Banque Centrale Européenne ?
- 3 Quel est l'effet attendu d'une hausse du taux directeur ? Justifiez votre réponse.

Comme nous l'avons vu, l'inflation peut être liée à une création de monnaie excessive. La maîtrise de cette inflation monétaire est une des missions de la Banque Centrale Européenne. Nous présenterons plus précisément le rôle de la BCE dans le chapitre suivant.

Il nous faut retenir ici l'idée que l'inflation est un déséquilibre dont les effets sont internationaux. Le partage d'une monnaie unique illustre les **interdépendances** des économies nationales: des économies sont interdépendantes lorsqu'un évènement ou une décision dans une zone géographique aura des conséquences sur d'autres zones.

L'inflation est donc un déséquilibre qu'il faut nécessairement analyser à l'échelle internationale, comme l'ensemble des grands déséquilibres macroéconomiques.

L'interdépendance des économies résulte dans une large mesure de l'essor du commerce international. Or, les échanges commerciaux entre pays peuvent être directement cause d'inflation. En effet, si un produit **importé** joue un rôle majeur dans la production du pays, la hausse de son prix peut entraîner de l'inflation. Ainsi, la hausse du prix du pétrole conduit à une augmentation de l'ensemble des biens et services incorporant du pétrole dans leur production. On parle alors **d'inflation importée**.

B Le chômage

1. Définition et mesure du chômage



À retenir

Les individus de 15 ans et plus qui exercent ou qui recherchent un emploi constituent la **population active**. On distingue donc 2 sous-catégories :

- la **population active occupée** = ensemble des individus de 15 ans et plus exerçant une activité professionnelle rémunérée. Cette population active occupée constitue **l'Emploi** dans une économie,
- la **population active inoccupée** = ensemble des individus de 15 ans et plus recherchant une activité professionnelle rémunérée. Les actifs inoccupés sont donc les **chômeurs**.

Cette distinction permet de calculer les principaux indicateurs du niveau du chômage et de l'emploi et dans une économie: le **taux de chômage** et le **taux d'emploi**.

Taux de chômage = (Nombre de chômeurs/Population active) x 100

Taux d'emploi = (Nombre d'actifs occupés/Population active) x 100

Remarque Il existe en France deux définitions différentes du chômage :

- ▶ une définition internationale, proposée par le Bureau International du Travail (BIT) et reprise par l'INSEE. Selon cette définition, un chômeur répond à 3 conditions :
 - être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence,
 - être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours,
 - rechercher activement un emploi.
- ▶ une définition purement française, proposée par Pôle Emploi (l'organisme français qui aide les chômeurs à retrouver un emploi et qui reverse les allocations chômage). Les chômeurs (alors appelé demandeurs d'emploi) sont enregistrés à Pôle Emploi dans différentes catégories de demandes en fonction de leur disponibilité, du type de contrat recherché et de la quotité de temps de travail souhaité.

2. Le chômage en France et en Europe

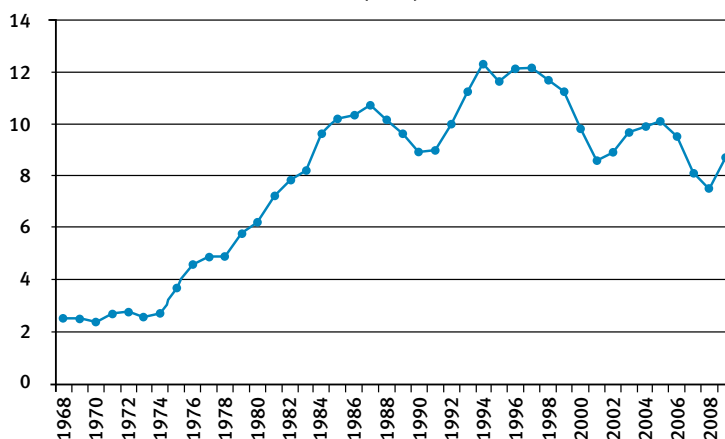
Doc. 20 Le chômage en France

Nombre de chômeurs et taux de chômage selon le sexe et l'âge en France en 2009

	Chômeurs (en milliers)	Taux de chômage (en %)
Hommes	1 318	8,9
Femmes	1 259	9,4
15-24 ans	641	23,7
25-49 ans	1 498	8,2
50-64 ans	428	6,1
Sans diplôme	708	14,9
Diplôme supérieur au bac + 2	270	5,7
Ensemble	2 577	9,1

INSEE

Taux de chômage en France métropolitaine (en%)



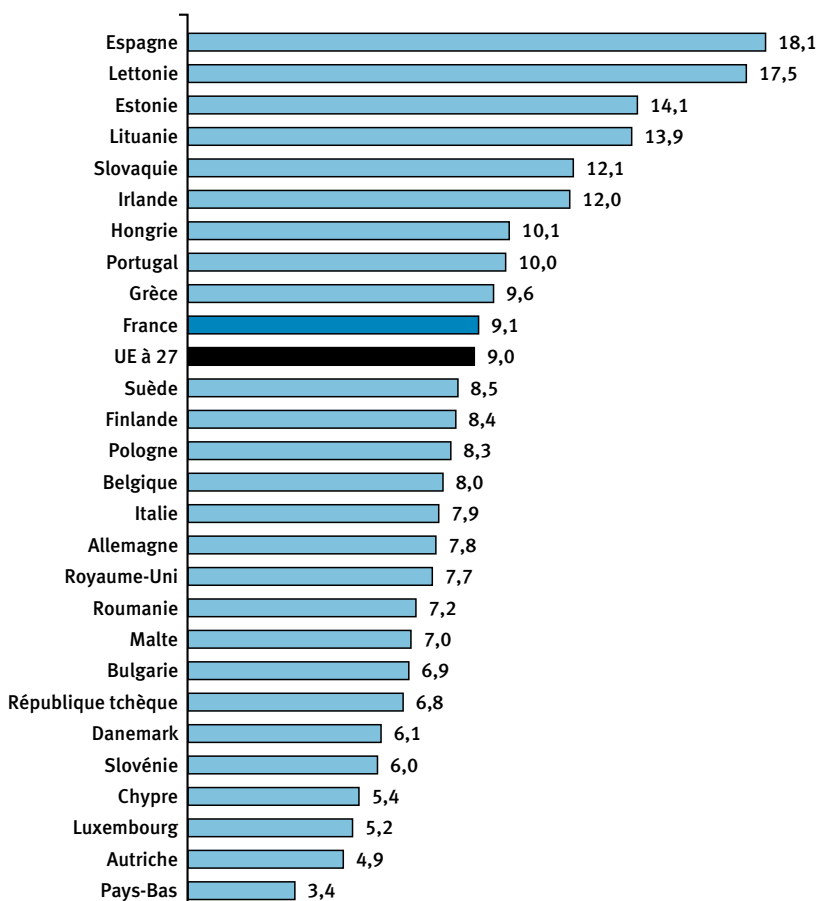
Exercice 21 Mesure et évolution du chômage



- 1 Faites une phrase avec chacun des chiffres soulignés.
- 2 Montrez que le chômage ne touche pas tous les actifs de la même façon.
- 3 Quelle est l'idée générale du graphique ?

Doc. 21 Le chômage dans l'Union Européenne

Taux de chômage en 2009
(en %)



Exercice 22 Chômage en UE



- 1 Par un calcul, comparez le taux de chômage en Espagne au taux de chômage aux Pays-Bas.
- 2 Montrez que le chômage dans l'Union Européenne est un phénomène inégalitaire.



À retenir

Depuis les années 1970, le taux de chômage en France a beaucoup augmenté et s'est stabilisé à un haut niveau (environ 1 actif sur 10 est au chômage aujourd'hui). Cette très forte croissance fait qu'on parle d'un **chômage de masse**.

Le chômage est **inégalitaire**, dans le sens où il touche les actifs différemment selon un certain nombre de critères (l'âge ou le niveau de diplôme notamment).

Loin d'être un phénomène national, le chômage est présent dans la totalité des pays industrialisés, mais son ampleur est plus ou moins marquée. Ainsi, les situations dans les différents pays de l'Union européenne sont diversifiées.

3. Les explications théoriques du chômage

a. L'analyse néoclassique

Le courant **néoclassique** regroupe un ensemble d'économistes selon lesquels les travailleurs s'échangent sur un marché comme n'importe quel bien ou service : le marché du travail.

Doc. 22



Une explication néoclassique du chômage

L'une des causes principales de l'explosion du chômage se révèle être la croissance rapide des coûts du travail [...] La réglementation sur les licenciements, les jours fériés et les congés payés élèvent (encore) le coût du travail en Europe bien au-dessus du niveau déjà excessif qu'il atteint compte tenu des taux élevés d'imposition. [...] Lorsque le travail est cher et les licenciements difficiles, les entreprises sont réticentes à remplacer des travailleurs qui quittent l'entreprise, ou encore à accroître le niveau des emplois lorsque l'économie redémarre.

Gary BECKER, « *Eurochômage : le poids des politiques* »,
Le Monde, 28 mars 1996.

Exercice 23 Le chômage selon les néoclassiques



- 1 Comment expliquer le chômage selon cet auteur néoclassique ?
- 2 Déduisez de cette réponse les propositions des néoclassiques pour réduire le chômage.



À retenir

Pour un grand nombre d'économistes néoclassiques, le travail est une marchandise comme les autres. Ainsi, le marché sur lequel il s'échange présente les mêmes caractéristiques qu'un marché de biens et services. L'offre de travail est croissante du salaire réel, la demande de travail décroissante du salaire réel.

Dans cette optique, le chômage est le plus souvent dû à un coût du travail trop élevé, ce qui incite les entreprises à remplacer les hommes par des machines lorsque cela est possible (elles substituent du capital au travail).

Plus globalement, selon les néoclassiques, le chômage résulte des **rigidités** du marché du travail, qui regroupent toutes les réglementations mises en place par les pouvoirs publics qui empêchent la libre variation des salaires (comme le salaire minimum par exemple). C'est pourquoi de nombreux néoclassiques préconisent une plus grande **flexibilité** du marché du travail, c'est-à-dire une plus grande capacité d'adaptation du facteur travail aux besoins des entreprises. Selon eux, **l'État doit donc laisser le marché du travail s'ajuster librement, sans contraintes.**

b. L'analyse keynésienne

Le courant **keynésien** regroupe les économistes dont la pensée s'inscrit dans le prolongement de John Maynard KEYNES. Leur vision du chômage s'éloigne sensiblement de celle proposée par les néoclassiques.

Doc. 23

L'importance de la demande effective



La théorie de la demande effective, qui est le terme désignant l'ensemble de la demande adressée à la production pris globalement, a été totalement négligée pendant plus de cent ans. (...)

J'estime que la demande effective se compose de deux éléments: les dépenses d'investissement (...) et les dépenses de consommation. Mais, dès lors, comment se détermine le niveau des dépenses de consommation? Celles-ci sont principalement déterminées par le niveau de revenu. (...)

Le seul fait qu'il existe une insuffisance de la demande effective peut arrêter et arrête souvent l'augmentation de l'emploi avant qu'il ait atteint son maximum.

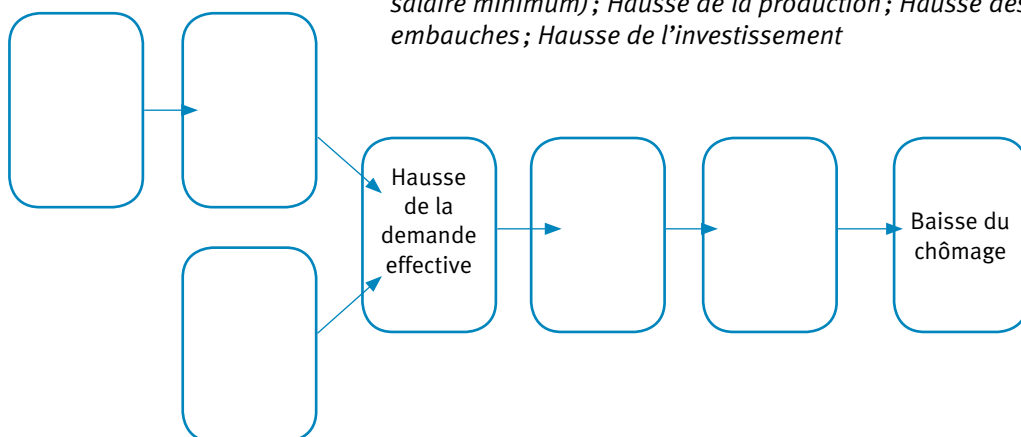
John Maynard KEYNES, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936.

Exercice 24 Le chômage selon les keynésiens



- 1 Qu'est-ce que la demande effective pour Keynes? Quel lien peut-on établir entre la demande effective et la question 1 de l'exercice 20?
- 2 Expliquez pourquoi, selon Keynes, le manque de demande est facteur de chômage.
- 3 Déduisez de cette réponse les propositions des keynésiens pour réduire le chômage.
- 4 Remplissez le schéma d'implication en utilisant les termes suivants :

Hausse de la consommation; Hausse des revenus (ex: salaire minimum); Hausse de la production; Hausse des embauches; Hausse de l'investissement



À retenir

Pour Keynes, le chômage résulte essentiellement d'une insuffisance de **demande effective** dans l'économie. Cette demande trop faible engendre une faible production de la part des entreprises (qui doivent satisfaire un nombre restreint de consommateurs) qui, de fait, embauchent peu.

Les keynésiens sont donc, à l'inverse des néoclassiques, favorables à une augmentation des salaires: ils envisagent le salaire avant tout comme un revenu pour le consommateur, et non comme un coût pour l'entreprise.

Dans ce cadre, l'État a un rôle à jouer, et celui-ci peut être double :

- il peut stimuler directement la demande effective, en effectuant des dépenses publiques (ex: construction d'infrastructures publiques – écoles, hôpitaux...). Ainsi, un État qui, par exemple, construit une école, fait appel à diverses entreprises privées (dans le domaine du bâtiment notamment). La production de ces dernières est stimulée, ce qui les mène à embaucher,
- il peut également augmenter la demande effective de façon indirecte, en augmentant certains revenus (salaire minimum, allocations chômage, etc.). Cette hausse aura un impact positif sur la consommation, une des deux composantes du niveau global de demande effective. On voit bien ici que les analyses néoclassique et keynésienne sont fondamentalement opposées: ce que les néoclassiques perçoivent comme des rigidités facteurs de chômage sont, pour les keynésiens, des mesures au contraire favorables à l'emploi.

C

Déséquilibre extérieur

Dernier grand type de déséquilibre macroéconomique, le **déséquilibre extérieur** est lié aux échanges commerciaux internationaux. Ces échanges sont mesurés grâce à un document comptable : la **Balance des Paiements**.

La Balance des Paiements retrace l'ensemble des échanges économiques réalisés pendant un an entre les résidents et les non-résidents d'un pays. Les résidents sont les agents économiques qui exercent leur activité économique dans le pays depuis plus d'un an. Une entreprise américaine implantée depuis plus d'un an en France est donc une unité résidente française.

Les échanges économiques sont regroupés en comptes selon leur nature. La Balance des Paiements est ainsi composée de 3 comptes :

- ▶ Le **Compte des transactions courantes** qui regroupe :
 - les importations et exportations de **biens**. La différence entre les exportations de biens et les importations de biens donne le solde de la **balance commerciale**,
 - les échanges de **services** (transports, tourisme, assurances...), les transferts courants, certains revenus du travail et du capital sous forme d'intérêts et dividendes.
- ▶ Le **Compte de capital** qui retrace les transferts en capital entre un pays et l'étranger (par exemple les achats et ventes de brevets).
- ▶ Le **Compte financier** qui retrace essentiellement les investissements réalisés à l'étranger et ceux que réalisent les entreprises étrangères sur le territoire national.

La Balance des Paiements est, par construction, toujours équilibrée : la somme des crédits est toujours égale à celle des débits. Toutefois, des problèmes méthodologiques font que ce n'est pas forcément le cas ; on ajoute alors une ligne « erreurs et omissions » pour équilibrer les deux colonnes. Des déséquilibres sont en revanche possibles dans les 3 comptes principaux.

Doc. 24 Balance des Paiements en France depuis 2000 (en milliards d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Compte de transactions courantes	23,8	29,1	21,0	13,0	10,0	-7,3	-9,2	-18,9	-44,0	-42,1
Compte de capital	1,5	-0,3	-0,2	-7,7	1,4	0,5	-0,2	1,9	0,7	0,3
Compte financier	-32,6	-31,4	-17,3	9,7	-7,8	-1,6	6,0	37,6	78,1	26,0
Erreurs et omissions nettes	7,4	2,6	-3,5	-15,1	-3,6	8,3	3,3	-20,6	-34,8	15,7

Exercice 25 La Balance des paiements



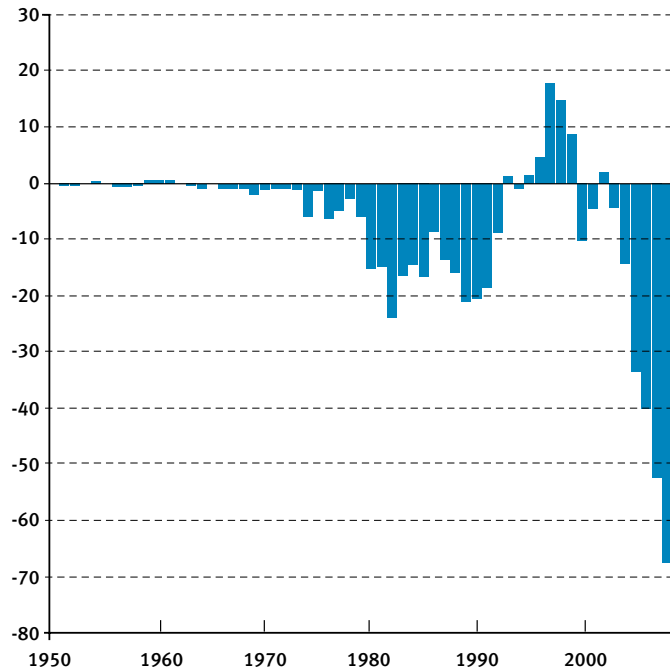
- 1 Faites une phrase avec le chiffre souligné.
- 2 Sur la période récente, quel est le compte de la Balance des Paiements le plus déséquilibré ?

Déséquilibre extérieur = situation dans laquelle les flux (de biens, ou de services, de capitaux, etc.) entrants dans un territoire sont inférieurs ou supérieurs aux flux sortants.

Les entrées et sorties de biens sont particulièrement représentatifs de la place occupée par un pays dans le commerce international. La différence entre les exportations de biens et les importations de biens permet de déterminer le solde de la balance commerciale.

Rappel : la notion de balance commerciale est développée dans le chapitre 5 de la première section.

Doc. 24 Solde de la Balance commerciale en France depuis 1950 (en milliards d'euros)



Exercice 26 Solde de la balance commerciale



- 1 Faites une phrase avec la donnée de 2008 sans utiliser l'expression « balance commerciale ».
- 2 Que constate-t-on depuis 2000 ?
- 3 Selon vous, quels facteurs peuvent expliquer l'augmentation ou la baisse du solde de la balance commerciale ?

4

Quelles politiques conjoncturelles ?

Introduction

Les **politiques conjoncturelles** regroupent l'ensemble des politiques économiques visant à intervenir sur l'économie à **court terme**. L'objectif de ces politiques est d'agir sur la **conjoncture**, c'est-à-dire sur l'état de l'économie à court terme (le taux de croissance, le chômage, l'inflation, l'équilibre extérieur principalement). On distingue principalement 2 types de politiques conjoncturelles : la politique budgétaire (A) et la politique monétaire (B).

Notions à acquérir

Les notions à découvrir et à acquérir (d'après le programme officiel) sont les suivantes :

- ▶ Politique budgétaire
- ▶ politique monétaire

A

La politique budgétaire

1. Présentation et instruments

Doc. 26



L'idée que l'État peut stimuler l'activité économique en jouant sur la demande est ancienne. Les politiques de grands travaux ont par exemple été très utilisées lors de la crise de 1929, notamment aux États-Unis avec la Tennessee Valley Authority de Roosevelt. En effet, en commandant des travaux à des entreprises désœuvrées, l'État injecte du pouvoir d'achat dans l'économie et les entreprises sont amenées à recruter des salariés qui, à leur tour, dépenseront plus.

La politique budgétaire n'a acquis de fondement théorique solide qu'à partir des travaux de John Maynard Keynes. (...)

Cette demande supplémentaire [générée par l'État] a un effet puissant sur la production, grâce au mécanisme du multiplicateur : les dépenses publiques engendrent des revenus pour les entreprises ou les ménages, ces dépenses entraînent une nouvelle production, d'où une nouvelle distribution de revenus.

Inversement, une croissance trop rapide qui entraîne des tensions inflationnistes peut être freinée par la hausse des impôts ou par la diminution des dépenses publiques. L'État disposerait ainsi, avec le budget, d'un instrument efficace pour réguler l'économie, les politiques de

relance augmentant la demande pour réduire le chômage et les politiques de rigueur la freinant pour combattre l'inflation. Ces politiques sont dites contra-cycliques, car elles contrarient le cycle économique et l'atténuent.

Arnaud PARIENTY, « À quoi sert la politique budgétaire ? », Alternatives Économiques hors-série n°46, novembre 2010.
www.alternatives-economiques.fr

Exercice 27 La politique budgétaire



- 1 Comment l'État peut-il augmenter la demande dans l'économie ? Donnez plusieurs exemples.
- 2 Quel est l'objectif d'une politique dite « de relance » ? d'une politique « de rigueur » ?
- 3 Expliquez le mécanisme du multiplicateur

Politique budgétaire = politique économique qui utilise le budget des pouvoirs publics (dépenses et recettes) pour agir sur la conjoncture économique (la croissance, le chômage ou l'inflation notamment).

On distinguera principalement deux grands types de politique budgétaire :

a) La **politique de relance** (autrement appelée politique budgétaire **volontariste** ou **expansionniste**) : elle consiste à soutenir la croissance économique à court terme, via une hausse des dépenses publiques, en actionnant le mécanisme du multiplicateur (mis en évidence par Keynes).

Ce multiplicateur permet de compenser de faibles investissements privés par une hausse des dépenses publiques. Il souligne qu'une hausse des investissements entraîne une hausse plus que proportionnelle de la richesse créée.

Remarque Dans une logique keynésienne, une politique de relance peut aussi passer par une augmentation des revenus distribués par l'État (salaire minimum ou allocations chômage par exemple) ou encore une baisse des impôts, ce afin d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs, et donc de stimuler la demande.

b) La **politique de rigueur** (ou politique **restrictive**) : elle consiste à limiter l'accroissement des dépenses publiques, afin d'éviter le creusement d'un déficit public trop important. Elle permet également de lutter contre l'inflation (notamment en limitant la demande ; rappel : les principales causes d'inflation sont présentées dans le chapitre précédent).

Les recettes et les dépenses publiques exercent mécaniquement une action **contra-cyclique** sur l'activité économique, c'est-à-dire qu'elles réduisent les aléas de la conjoncture économique.

En effet, certaines dépenses publiques sont directement liées à la conjoncture. Ainsi, quand l'activité économique ralentit, les dépenses publiques ont tendance à s'accélérer tandis que les entrées de recettes ralentissent mécaniquement. Cette hausse des dépenses publiques doit compenser la perte de revenu des individus résultant du ralentissement économique (par exemple, en cas de crise économique, un travailleur qui perd son emploi se voit attribuer des aides de la part de l'État sous la forme d'indemnisation du chômage).

À l'inverse, en période de forte croissance économique, les impôts et cotisations sociales prélevées par les pouvoirs publics augmentent automatiquement (par exemple, les entreprises produisent davantage et versent donc plus d'impôts sur la production) alors que les dépenses diminuent.

Les recettes et les dépenses publiques sont donc des « **stabilisateurs automatiques** » : elles varient automatiquement en fonction des variations de la conjoncture afin de stabiliser l'économie.

2. Un exemple de politique budgétaire

Doc. 27



26 milliards d'euros de relance : priorité à l'investissement

Nicolas Sarkozy [a présenté] à Douai, jeudi 4 décembre, un plan de relance budgétaire axé sur l'investissement et les entreprises. «Notre réponse à la crise, c'est l'investissement», devait-il déclarer, entendant ainsi «ne pas sacrifier l'avenir au présent».

D'un montant de 26 milliards d'euros, soit 1,3 % du produit intérieur brut (PIB), ce plan censé contrer la récession annoncée pour 2009 et endiguer l'envolée du chômage comporte deux volets essentiels. Le premier vise à soulager la trésorerie des entreprises, en particulier des PME : dès le début 2009, l'État va leur rembourser ses dettes (impôt sur les sociétés, crédit d'impôt recherche, TVA) à hauteur de 10,5 milliards d'euros. Le second volet consiste à lancer immédiatement des programmes d'investissements publics, jusqu'à présent gelés faute de financement, à hauteur de 11,5 milliards d'euros. S'y ajoutent des mesures pour soutenir deux secteurs particulièrement sinistrés : l'automobile et le bâtiment. Pour soutenir l'automobile, une prime à la casse de 1000 euros sera versée aux propriétaires qui se débarrasseront d'un véhicule de plus de dix ans pour en acheter un neuf ; pour le logement, le chef de l'État a annoncé le doublement du prêt à taux zéro en cas d'acquisition d'un bien neuf en 2009. Les 3,5 millions de ménages les plus démunis toucheront fin mars une prime de 200 euros. (...)

Le «plan massif d'investissement» vanté à Douai par M. Sarkozy devrait générer en 2009 un surcroît de croissance de 0,8 point, tandis que les déficits déraperaient d'autant (15,5 milliards d'euros supplémentaires),

pour s'approcher des 4 % PIB. A ceux qui s'inquiètent du surcroît d'endettement, M. Sarkozy répond : « Nous n'avons pas le choix. Ne rien faire nous coûterait bien plus cher ». (...)

Toutefois, pour éviter d'investir à fonds perdus, M. Sarkozy a évité de baisser la TVA, à la différence du premier ministre britannique Gordon Brown : jugée coûteuse et inefficace, la mesure profite essentiellement aux importations.

A. Leparmentier
Le Monde, 5 décembre 2008.

Exercice 28 Exemple de politique budgétaire



- 1 La politique budgétaire décrite dans ce document est-elle une politique de relance ou de rigueur ? Justifiez votre réponse.
- 2 Relevez toutes les applications concrètes de politiques budgétaires présentées dans l'article.

3. Contraintes et limites

a. Rappel : déficit et dette publique

Dans le chapitre 2, nous avons montré que les administrations publiques françaises sont en déficit depuis une quarantaine d'années. Ces déficits résultent d'un excédent des dépenses publiques par rapport aux recettes.

Le déficit de l'État (appelé déficit budgétaire) est particulièrement important, et l'accumulation des déficits qu'il faut combler en empruntant vient gonfler la dette publique (c'est **l'effet boule de neige**).

C'est pour limiter ces déficits et cette dette publique que le **Pacte de Stabilité et de Croissance** a été mis en place dans la zone euro. Ce Pacte, en fixant un seuil maximal de déficit des administrations publiques à 3 % du PIB, limite l'utilisation d'une politique budgétaire expansionniste.

b. Relance et « fuites » dans le circuit (limites du multiplicateur)

Doc. 28



Le plan Mauroy, ou la relance ratée de 1981

Depuis les travaux de Keynes, l'État apparaît comme un acteur à part entière dans le système économique. L'un de ses rôles consiste à relancer la machine en cas de crise. En France, le plan de relance initié par le gouvernement Mauroy en 1981, après la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles, était aussi d'inspiration keynésienne.

A la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la crise économique touche le pays de plein fouet. (...) Le gouvernement Mauroy met alors

le paquet. L'État embauche 55 000 fonctionnaires dès le mois de juin. En juillet, le SMIC est relevé de 10 %. Le minimum vieillesse, les allocations handicapés, familiales et logement augmentent à leur tour de 20 % à 25 %. Au total près de 10 milliards de francs sont injectés dans l'économie, soit 1 % du produit intérieur brut (PIB). L'objectif est de relancer la consommation pour atteindre le plein-emploi.

Mais les déficits budgétaires et commerciaux se creusent. Les prix grimpent de plus belle. (...) L'erreur a été d'ignorer la contrainte extérieure. Au même moment, le libéralisme a en effet le vent en poupe. Margaret Thatcher dirige le Royaume-Uni et Ronald Reagan les Etats-Unis. Leur but est de réduire la voilure de l'État. Même l'Allemagne, marquée par l'épisode de l'hyperinflation de 1923, lutte contre la hausse des prix. La France ne peut se permettre de mener une politique de relance quand ses partenaires économiques se serrent la ceinture. Une partie de chaque franc donné aux Français se transforme en inflation tandis que l'autre sert à acheter des biens importés d'Allemagne ou du Japon. La politique keynésienne menée en 1981 a finalement fait le bonheur... des partenaires économiques de la France ! (...) Le gouvernement met en place une politique de rigueur en mars 1983, pour ne pas sortir du système monétaire européen. C'en est fini de la relance keynésienne.

J.M Vaslin, Le Monde, 16 décembre 2008.

Exercice 29 Limites du multiplicateur



- 1 Quels étaient les objectifs du gouvernement Mauroy en menant une politique budgétaire de relance en 1981 ?
- 2 Pourquoi cette politique n'a-t-elle pas eu les effets escomptés ?
- 3 Pourquoi peut-on dire que le principe du multiplicateur a toutefois partiellement fonctionné ?

Les politiques de relance peuvent être limitées par certaines **fuites** dans le circuit économique :

- ▶ Quand l'économie s'ouvre sur l'extérieur, les dépenses de l'État visant à accroître les revenus stimulent les achats à l'étranger, ce qui aboutit à une hausse des **importations**, et ce d'autant plus que la **compétitivité** des entreprises étrangères est grande. Autrement dit, la demande supplémentaire permise par l'augmentation des dépenses publiques doit s'adresser en priorité aux **producteurs nationaux**. Or, l'ouverture croissante des économies a fait que le multiplicateur keynésien s'est réduit ces dernières décennies et profite davantage aux producteurs étrangers.
- ▶ De plus, le multiplicateur ne peut pas fonctionner si une partie importante du revenu des agents est **thésaurisée** (c'est-à-dire ni consommée, ni épargnée).

B

La politique monétaire

1. Présentation

Doc. 29

Qu'est-ce que la politique monétaire ?



La politique monétaire est le volet de la politique économique visant à influencer sur l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêt et par ce biais, sur l'inflation, la croissance, l'emploi et le taux de change. Parmi les objectifs de la politique monétaire, l'accent est en général mis sur l'inflation. Le courant monétariste, en particulier, considère que la lutte contre l'inflation constitue l'objectif prioritaire de la politique économique et que le meilleur moyen de lutter contre l'inflation est d'agir sur la création monétaire. Une politique monétaire expansionniste a pour but d'accroître la masse monétaire pour stimuler l'activité alors qu'une politique monétaire restrictive a pour but de limiter ou de diminuer la masse monétaire pour lutter contre l'inflation.

La conduite de la politique monétaire est la mission fondamentale de la Banque centrale européenne (BCE), et plus généralement du SEBC (Système élargi de banques centrales qui regroupe les 15 banques nationales et la Banque centrale européenne). Le maintien de la stabilité des prix est l'objectif prioritaire de la BCE. La BCE soutient par ailleurs les politiques économiques dans la zone euro, à condition que cela ne porte pas préjudice à son objectif principal.

www.ladocumentationfrancaise.fr

Exercice 30 La politique monétaire



- 1 Comment l'accroissement de la masse monétaire peut-il stimuler l'activité ?
- 2 À l'aide du A du chapitre précédent, rappelez les risques d'un tel accroissement.
- 3 Comment la diminution de la masse monétaire permet-elle de lutter contre l'inflation ?
- 4 Rappelez ce qu'est une banque centrale (séquence 4, chapitre 3).
- 5 Quel est l'objectif central de la BCE ? Quel type de politique monétaire doit-elle mener pour atteindre cet objectif ?

Politique monétaire = politique économique qui vise à agir sur l'évolution de la masse monétaire et les taux d'intérêt et, ainsi, sur l'inflation, la croissance et l'emploi.

On distingue les deux mêmes grands types de politique monétaire que pour la politique budgétaire :

- a) La politique monétaire **expansionniste**, qui consiste à augmenter la masse monétaire dans l'économie, afin de stimuler la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Une telle politique, d'inspiration **keynésienne**, a pour objectif principal de stimuler la **croissance** et l'**emploi**, mais risque d'augmenter l'inflation.

- b) La politique monétaire **restrictive**, qui consiste au contraire à limiter la hausse de la masse monétaire, afin de limiter la demande. Une telle politique, inspirée par le courant économique dit **monétariste**, a pour objectif principal le contrôle de l'**inflation**, mais risque de pénaliser la croissance et l'emploi à court terme.

Depuis le 1er janvier 1999, la politique monétaire des pays de la zone euro (dont la France) est menée par le Système européen de banques centrales (SEBC) : cela signifie que toutes les banques centrales nationales des pays membres de la zone euro sont dirigées par une banque centrale unique : la BCE (Banque centrale européenne). Cette BCE est indépendante des pouvoirs publics. Son objectif prioritaire est la stabilité des prix.

Autrement dit, les gouvernements nationaux des pays membres de la zone euro ne peuvent pas, indépendamment, recourir à la politique monétaire pour influencer sur les variations de leur conjoncture économique. La politique monétaire de ces pays se place dans le cadre de l'**Union économique et monétaire** (UEM).

2. Les instruments de politique monétaire

Doc. 30 Principaux instruments de politique monétaire



Les Banques Centrales (comme, par exemple, la Banque Centrale Européenne) disposent de 3 principaux instruments de politique monétaire :

- elles peuvent fixer le niveau des **taux directeurs**, qui déterminent les taux d'intérêt appliqués par les banques commerciales. Le principal taux directeur est le taux de refinancement, que paient les banques commerciales qui se refinancent auprès de la Banque Centrale,
- elles fixent le niveau des **réserves obligatoires** : il s'agit de dépôts que les banques de second rang sont tenues de détenir à la banque centrale sur des comptes non rémunérés. La variation de ce niveau permet de stabiliser les taux d'intérêt,
- elles peuvent mener une politique d'**open market** : il s'agit de l'achat ou de la vente de titres (bons du Trésor) par la banque centrale sur le marché interbancaire. Quand la Banque Centrale achète des titres contre des liquidités, elle tend à augmenter les taux d'intérêt. Quand elle vend des titres contre des liquidités, elle tend à diminuer les taux d'intérêt.

Exercice 31 Instruments de politique monétaire



- 1 À l'aide du chapitre 3 de la séquence 4, rappelez la définition et l'objectif d'un taux directeur.
- 2 Quel est l'effet attendu d'une hausse des taux directeurs par une Banque centrale ?

- 3 Vous êtes président de la Banque Centrale Européenne et vous souhaitez mettre en œuvre une politique monétaire expansionniste. Présentez les mesures que vous allez prendre pour chacun des 3 instruments à votre disposition.

Quand une banque commerciale souhaite se **refinancer**, c'est-à-dire trouver la monnaie liquide qu'elle ne peut pas créer, elle peut faire appel à la Banque Centrale qui pourra alors l'approvisionner en liquidités. Si la Banque Centrale souhaite, par exemple, réduire la **masse de monnaie** en circulation dans l'économie, elle augmente les **taux directeurs** de refinancement. Cette hausse entraînera une augmentation du coût pour les banques commerciales qui devront la répercuter dans le prix des services qu'elles facturent à leurs clients, autrement dit dans le coût du crédit accordé à leurs clients, c'est-à-dire les **taux d'intérêt**. Cette hausse du taux d'intérêt désincitera les clients à emprunter (baisse des crédits), ce qui ralentira la masse monétaire en circulation.

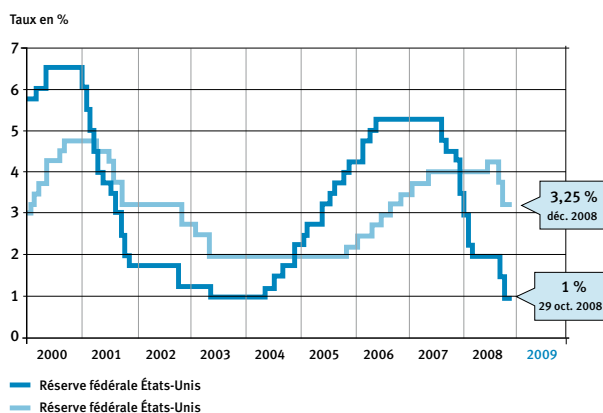
Mais l'instrument principal permettant à une d'influencer les taux d'intérêt est l'**open market**. La Banque Centrale intervient directement sur le marché monétaire en se portant acheteuse (ou vendeuse) de monnaie liquide. L'achat de liquidités exerce une pression à la hausse de leur prix, c'est-à-dire le **taux d'intérêt**.

Cette politique d'open market peut être complétée par la fixation du niveau de **réserves obligatoires** : la Banque Centrale fixe le montant des dépôts que les banques commerciales doivent détenir en son sein. Plus ce montant est élevé et moins les dépôts que détiennent les banques commerciales pour délivrer des crédits est importante, ce qui limite la masse monétaire en circulation dans l'économie.

3. Politique monétaire en Europe et aux États-Unis

Doc. 31

Évolution des taux directeurs de la BCE et de la Fed



D'après BCE, Fed.

La politique monétaire de la zone euro est appliquée par la BCE, dont le siège est à Francfort. Le président de la BCE est le français Jean-Claude Trichet. La politique monétaire des États-Unis est appliquée par la Réserve fédérale (Federal Reserve ou Fed), dont le siège est à Washington. Le président de la Fed est Ben Bernanke.

Doc. 32

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, jeudi 6 novembre, qu'elle réduisait ses taux directeurs d'un demi-point, pour la deuxième fois en un mois, prenant acte, comme on s'y attendait, d'une conjoncture très détériorée et susceptible de déboucher sur une récession. Le taux de refinancement de la BCE est ainsi ramené à 3,25 % – son niveau le plus bas depuis deux ans –, celui de la facilité de dépôt à 2,75 % et celui du taux de prêt marginal à 3,75 %.

La baisse des taux de la BCE intervient en même temps que celles de la Banque d'Angleterre d'un point et demi, largement supérieure aux attentes, et de la Banque nationale suisse (un demi-point). Elle fait également suite à celles de la Réserve fédérale états-unienne (un demi-point) et de la Banque du Japon (0,2 point) la semaine dernière. La BCE avait déjà abaissé ses taux directeurs d'un demi-point le 8 octobre, dans le cadre d'un mouvement concerté avec plusieurs autres grandes banques centrales de la planète.

www.lemonde.fr, 6 novembre 2008.

Exercice 32 Politiques monétaires dans l'UE et aux États-Unis

- 1 Faites une phrase donnant le sens des données pour l'année 2007.
- 2 Que constate-t-on entre 2005 et 2007 dans le cas de la BCE ? Quel type de politique monétaire est alors mis en place. Justifiez votre réponse.
- 3 Quelle est la situation économique au moment de la rédaction du document 7 ?
- 4 Quel type de politique monétaire est décrit dans le document 7 ? Quels sont les objectifs recherchés ?
- 5 Quels sont les points communs entre la politique monétaire américaine et la politique monétaire européenne menées depuis 2000 ? Quelles sont les principales différences ?

Corrigés des exercices

Chapitre 1 Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?

Exercice introductif

Les différentes interventions publiques

- 1 L'objectif de la création d'une école est de faciliter l'accès à l'éducation pour tous. Taxer les entreprises polluantes doit permettre d'inciter ces entreprises à moins polluer (afin de diminuer le niveau global de pollution dans le pays).
- 2 Dans les 2 cas, l'objectif global de la puissance publique est d'améliorer le bien-être de la population. On retrouve donc à chaque fois une mission d'intérêt général des pouvoirs publics.
- 3 Les allocations chômage doivent permettre aux chômeurs de subvenir à leurs besoins essentiels malgré la perte de leur emploi. Les pensions de retraite garantissent aux retraités un revenu suite à l'arrêt de l'exercice d'une activité professionnelle. Ces deux catégories de revenu ont donc pour objectif de ne pas exclure les chômeurs et les retraités de la vie socio-économique et de diminuer les inégalités entre actifs occupés d'une part, actifs inoccupés et retraités d'autre part.
- 4 Allocations familiales, remboursements de frais de santé.
- 5 Une hausse des impôts réduit le pouvoir d'achat des consommateurs, et donc le niveau de demande de biens et services, ce qui peut limiter la hausse des prix. Cela permet également d'augmenter les recettes publiques, que l'État pourra utiliser en augmentant ses dépenses (construction d'infrastructures publiques par exemple).

Une hausse du salaire minimum augmente la demande de biens et services et donc le niveau global de consommation dans le pays. Mais il augmente également le coût du travail supporté par les entreprises (leurs salariés leur coûtent plus cher).

Exercice 1 Les biens collectifs

- 1 *Photo 1* : infrastructures routières. *Photo 2* : police nationale. Ces deux services sont financés par la puissance publique, car une entreprise privée ne pourrait pas en assumer les coûts seule. Ces services sont des exemples de biens collectifs.

- 2 L'objectif des routes est d'assurer une libre circulation des individus dans le pays, et celui de la Police nationale est de garantir la sécurité et l'ordre. Plus globalement, dans les deux cas il s'agit d'un objectif de satisfaction de l'intérêt général.

Exercice 2 Externalités positives

- 1 Exemple d'externalité positive : les piétons bénéficient de l'éclairage public, qui est financé par la collectivité.

Exemple d'externalité négative : une entreprise rejetant des déchets dans une rivière pénalise les pêcheurs exploitant ce cours d'eau.

- 2 Le marché ne peut pas gérer les externalités, car celles-ci, par définition, ne donnent pas lieu à des transactions entre agents. Le marché ne peut donc pas récompenser/sanctionner ceux qui émettent des externalités positives/négatives. C'est pourquoi l'Etat doit intervenir, afin de générer des effets externes positifs et de limiter les effets externes négatifs.
- 3 Lorsque l'Etat prend en charge les dépenses d'éducation, il contribue à la hausse de la qualification des travailleurs. Plus qualifiés, ceux-ci seront donc plus productifs, et cette productivité accrue bénéficiera aux entreprises les employant. Au final, le chiffre d'affaires des entreprises augmente, grâce aux dépenses de formation effectuées par l'Etat (ce ne sont pas les entreprises qui supportent le coût de cette formation).

Exercice 3 La redistribution

- 1 En redistribuant des revenus, l'État cherche à lutter contre de trop grandes inégalités économiques. La répartition des revenus dans la société dépend des capacités et situations personnelles de chacun. Celles-ci n'étant pas choisies mais subies, les inégalités de revenu qui en découlent peuvent paraître injustes, et justifient l'intervention des pouvoirs publics. L'État, en redistribuant, corrige partiellement les inégalités en modifiant la distribution des revenus issue du libre fonctionnement des marchés.
- 2 Les cotisations sociales (prélèvements effectués sur les salaires) permettent de financer des prestations sociales (comme les pensions de retraite par exemple).

Exercice 4 Redistributions horizontale et verticale

- 1 La redistribution horizontale s'opère entre les membres d'une société (d'un groupe social à l'autre ; ex : des actifs vers les retraités), indépendamment du niveau de revenu. La redistribution verticale s'opère des « riches » vers les « pauvres » (ex : des actifs occupés vers les chômeurs) dans un souci de réduction des inégalités.

- 2 a) Versement du RSA: redistribution verticale; b) versement d'une pension de retraite: redistribution horizontale; c) versement d'allocations familiales: redistribution horizontale; d) remboursement de frais de santé: redistribution verticale; e) aide au logement: redistribution verticale

Exercice 5 Tableau synthétique des 2 formes de redistribution

Redistribution horizontale: Entre les membres d'une société, indépendamment du revenu (entre actifs et retraités par exemple). Objectif: Assurer la population contre les principaux risques sociaux.

Redistribution verticale: Des riches (qui financent davantage la protection sociale) vers les pauvres (qui bénéficient plus des prestations). Objectif: Limiter les inégalités de revenus et donc de promouvoir la justice sociale.

Exercice 6 La fonction de stabilisation

La fonction de stabilisation consiste pour la puissance publique à influencer sur le niveau de l'activité économique et/ou sur des variables économiques essentielles (taux de chômage, taux d'inflation...)

Exercice 7 L'intervention de l'État sur le marché

- 1 Selon les économistes libéraux, l'État ne doit pas, ou très peu, intervenir dans l'activité économique. Selon eux le marché s'autorégule (son libre fonctionnement doit permettre d'atteindre la croissance et l'absence de chômage) et une action de l'État perturberait cette autorégulation.
- 2 Selon Keynes et l'ensemble des économistes suivant ses principales conclusions, les keynésiens, l'État doit stimuler la demande effective, c'est-à-dire la demande de biens et services anticipés par les entreprises. Celles-ci, si cette demande augmente, devront augmenter le volume de leur production. Cette production supplémentaire sera source de croissance économique et d'embauches.
- 3 L'État peut agir directement sur le niveau de demande effective en passant lui-même des commandes auprès des entreprises (construction d'infrastructures publiques par exemple) ou en augmentant certains revenus (tels que le salaire minimum ou les allocations chômage).
- 4 La redistribution menée par l'État peut également avoir un rôle de relance économique, lorsqu'elle permet d'augmenter les revenus des ménages les moins aisés (cf document 5, Q2).

Exercice 8 Des interventions à différentes échelles

- 1 Les collectivités d'Alsace regroupent l'ensemble des institutions politiques locales d'Alsace, c'est-à-dire:
 - les communes alsaciennes et les conseils municipaux
 - les départements alsaciens et les conseils généraux
 - la région Alsace et le conseil régional

- 2 Le niveau local (représenté par les collectivités locales – régions, départements, communes); le niveau national (l'État français et, dans cet exemple, le Réseau ferré de France); le niveau supranational (l'Union Européenne).

Chapitre 2 **Comment le budget de l'État permet-il d'agir sur l'économie ?**

Exercice introductif

Présentation du chapitre

- 1 Ce document représente le budget de l'État: les dépenses de l'État apparaissent ainsi supérieures à ses recettes
- 2 Un tel déséquilibre est à l'origine d'un déficit budgétaire. L'État devra alors emprunter pour combler ce déficit, et gonfler ce qu'on appelle la dette publique.

Exercice 9 **Dépenses et recettes des APU**

- 1 En 2009, les dépenses des administrations publiques locales représentaient 228,5 milliards d'euros.
- 2 Il peut s'agir de constructions d'infrastructures publiques (écoles ou hôpitaux publics par exemple), d'entretien de ces infrastructures, ou encore des rémunérations des fonctionnaires,
- 3 Les recettes des APU sont les prélèvements obligatoires: impôts (comme l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation ou la taxe sur la valeur ajoutée) et cotisations sociales (prélevées sur les rémunérations des travailleurs).
- 4 Total des dépenses publiques = $436.9 + 494.1 + 228.5 = 1159.5$ milliards d'euros.
Part des dépenses publiques réalisées par les ASSO = $(494.1/1159.5) \times 100 = 42.6 \%$
Sur 100 euros dépensés par les APU, 42.6 le sont par les administrations de sécurité sociale (elles représentent donc à elles seules près de la moitié des dépenses publiques).
- 5 Total des recettes publiques = $322.2 + 470.1 + 222.9 = 1015.2$ milliards d'euros.

Part des recettes perçues par les ASSO = $(470.1/1015.2) \times 100 = 46.3 \%$

Sur 100 euros de recettes perçues par les APU, 46.3 le sont par les administrations de sécurité sociale (presque la moitié des recettes publiques totales). Ce sont donc les administrations de sécurité sociale (notamment les régimes d'assurance sociale, chargés de distribuer les remboursements de frais de santé) qui génèrent le plus de dépenses et de recettes au sein de l'ensemble des APU.

Exercice 10 Les prélèvements obligatoires

- ① En 2009, la TVA a rapporté 129.4 milliards d'euros aux pouvoirs publics.

En 2009, les cotisations sociales perçues par les pouvoirs publics représentaient 18.4 % du PIB français.

- ② $(129.4 \times 100) / 6.8 \approx 1903$ milliards d'euros.

- ③ Colonne de gauche (en milliard d'euros): Impôt sur le revenu: $(2.4 \times 1903) / 100 = 45.7$. Taxe foncière payés par les ménages: $(24.9 - 24.7) = 0.2$.

Colonne de droite (en % du PIB): Taxe sur les tabacs: $(10 / 1903) \times 100 = 0.5$. CSG: $(81.3 / 1903) \times 100 = 4.3$. Taxe foncière payée par les entreprises: $(24.7 / 1903) \times 100 = 1.29$. Taxe foncière payée par les ménages: $(0.2 / 1903) \times 100 = 0.01$.

- ④ – Recettes d'APU centrales: TVA, TIPP, Taxe sur les tabacs, CGS, Impôt sur le revenu, Impôt sur les sociétés, ISF. Tous ces impôts sont collectés par l'État.
- Recettes d'APU locales: taxes foncières, taxe d'habitation. Ces impôts, appelés impôts locaux, sont versés aux collectivités locales (régions, départements, communes).
- Recettes d'ASSO: cotisations sociales.

Exercice 11 Les prestations sociales

- ① $(60.85 / 2.92) = 20.8$. Les crédits accordés à l'enseignement scolaire en 2010 sont 20.8 fois plus élevés que ceux accordés à la culture.

- ② Le montant total des prestations sociales versées par les pouvoirs publics en 2009 était de 597.6 milliards d'euros.

- ③ Famille: allocations familiales versées aux ménages ayant des enfants.
Vieillesse-survie: pensions de retraite versées aux retraités.
Maladie: remboursement de frais de santé.

- ④ Le secteur vieillesse-survie a généré 272.2 milliards d'euros de dépenses de prestations sociales en 2009. Part dans le total des prestations = $(272.2 / 597.6) \times 100 = 45.5\%$.

45.5% des dépenses de prestations sociales en 2009 proviennent du secteur vieillesse-survie (il s'agit essentiellement des pensions de retraites).

- ⑤ $(597.6 - 570.7) = 26.9$. Les dépenses de prestations sociales ont augmenté de 26.9 milliards d'euros entre 2008 et 2009. Le risque de cette augmentation est de creuser l'écart entre les dépenses publiques et les recettes publiques (autrement dit, le risque est d'accroître le déficit public).

Exercice 12 Le déficit public

- 1 En 2009, les dépenses des APU ont dépassé leurs recettes de 142.5 milliards d'euros.
- 2 En 2009, le déficit des APU représentait 7.5 % du PIB français.
- 3 $142.5 - 51.6 = 90.9$. Entre 2007 et 2009, le déficit public s'est creusé de 90.9 milliards d'euros.
- 4 Le déficit public s'est particulièrement creusé en 2009 (il a plus que doublé par rapport à 2008). Ce creusement peut s'expliquer par le contexte économique international très défavorable (les conséquences de la crise financière de 2008), qui a contraint les pouvoirs publics à accroître fortement leurs dépenses pour relancer l'économie.

Exercice 13 La dette publique

- 1 L'État doit payer des intérêts à tous ceux qui lui prêtent de l'argent en achetant des obligations. Cet intérêt correspond au coût de l'emprunt (les prêteurs refuseraient de prêter des fonds gratuitement).
- 2 Plus un État effectue de dépenses publiques, plus il creuse son déficit, et plus il doit s'endetter pour réduire son déficit. Cet endettement génère un coût supplémentaire (l'intérêt à payer en plus du remboursement) qui accroît à nouveau les dépenses, et creuse un peu plus le déficit. On a donc un cercle vicieux : déficit entraîne dette qui entraîne déficit croissant etc.

Exercice 14 Incidence fiscale

- 1 Vinaigrette : $CA = 5 \times 2 \times 12 = 120$ euros
Cochonaille : $CA = 5 \times 2 \times 12 = 120$ euros
- 2 Vinaigrette : $CA = 5 \times 2.50 \times 12 = 150$ euros
Cochonaille : $CA = 5 \times 2 \times 12 = 120$ euros
- 3 Ce sont les consommateurs qui supportent l'impôt, car celui-ci a été répercuté dans le prix de vente, payé par les clients.
- 4 Vinaigrette : $CA = 0 \times 2.50 \times 12 = 0$ euro (aucun client, donc aucune vente et aucun CA!!)
Cochonaille : $CA = 10 \times 2 \times 12 = 240$ euros
- 5 Elle doit diminuer ses prix de vente (par exemple, ramener le prix à 1.50 le paquet, auquel elle ajouterait les 50 centimes d'impôt, pour revenir à un prix unitaire de 2 euros).
- 6 Si elle est contrainte de baisser son prix de vente, c'est l'entreprise Vinaigrette elle-même qui supporterait réellement le coût de l'impôt.

Exercice 15 Crédit d'impôt et développement durable

- 1 Il s'agit de dépenses effectuées par les ménages dans leur résidence afin de réduire leur consommation énergétique ou de mettre en place un système d'isolation écologique. Ces dépenses ont toutes pour but de préserver l'environnement et d'agir en faveur du développement durable.
- 2 L'État cherche à faire en sorte que les ménages adoptent un comportement plus écologique. Par ailleurs, il va aussi stimuler l'activité des entreprises qui produisent ces installations écologiques.
- 3 Une telle mesure est coûteuse pour l'État : en accordant des crédits d'impôt, ses recettes fiscales diminuent.

Exercice 16 Crédit d'impôt et développement durable (2)

- 1 Les crédits d'impôt « développement durable » ont généré une perte de recettes fiscales de 7.8 milliards d'euros pour l'État entre 2005 et 2008.
- 2 Les réductions d'impôt au titre du développement durable :
 - ont stimulé très fortement l'activité et la consommation d'installations écologiques : le montant des travaux « verts » est passé de 3.7 milliards d'euros à 8.2 milliards d'euros entre 2005 et 2008.
 - ont diminué fortement les recettes fiscales de l'État en conséquence : en 3 ans, le manque à gagner pour l'État s'élève à 7.8 milliards d'euros.

Chapitre 3 Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?

Exercice 17 La mesure de l'inflation

- 1 L'INSEE calcule une moyenne d'un ensemble de prix de biens et services vendus en France. L'IPC est un indicateur global censé être représentatif de tous les prix dans le pays.
- 2 L'inflation est la hausse durable de l'IPC : elle mesure donc l'augmentation globale des prix.
- 3 En 2007, les dépenses en communication représentaient 3 % de la consommation totale des ménages français.
- 4 La hausse du prix du pétrole a un impact important sur l'IPC, dans la mesure où la consommation de pétrole est forte dans le poste de consommation « transport », qui représente 16.5 % des dépenses de consommation totales (c'est le poste le plus important).

Exercice 18 Évolution du taux d'inflation

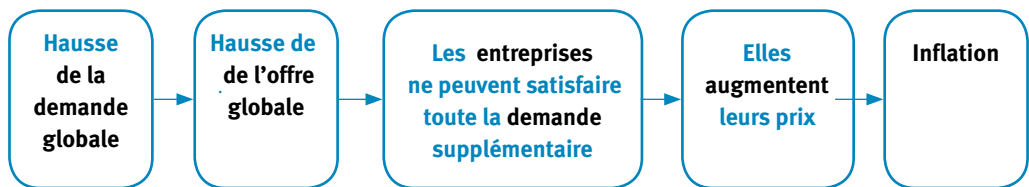
- 1 En France, en 1985, les prix ont augmenté de 4 % environ.
- 2 Depuis 1980, les prix ne cessent d'augmenter, mais cette augmentation est moins forte que dans les années 1970 (par exemple, en 1975, les prix ont augmenté de 10 %, alors qu'en 2005, ils ont augmenté de 2 %). Attention : ne pas dire que les prix ont baissé ! C'est le taux de variation des prix qui est plus faible qu'avant.

Exercice 19 Les causes de l'inflation

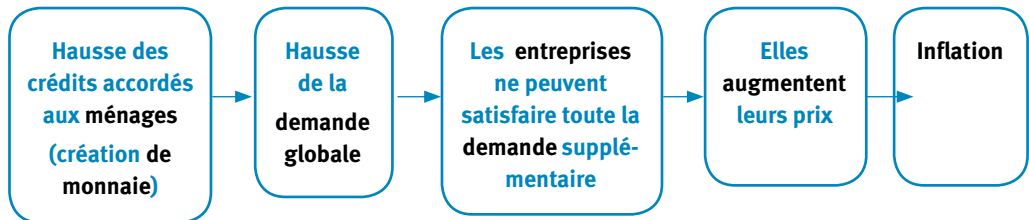
- 1 **Demande globale** = Demande des ménages (autrement dit la consommation) + Demande des entreprises (autrement dit l'investissement) + Demande des pouvoirs publics (autrement dit les dépenses publiques) + Demande du reste du monde (autrement dit les exportations)

Offre globale = Offre des entreprises intérieures + Offre des entreprises étrangères (autrement dit les importations)

2 ► Inflation par la demande :



► Inflation par la monnaie :



- 3 Dans les 2 cas, c'est l'excès de demande globale par rapport à l'offre qui explique l'inflation.

Exercice 20 Inflation en Europe

- 1 L'inflation est un phénomène international : elle touche actuellement l'ensemble de la zone euro (qui regroupe tous les pays de l'Union Européenne ayant adopté cette monnaie).
- 2 Le rôle principal de la Banque Centrale Européenne est de contrôler l'inflation, en agissant sur les taux directeurs.

- 3 Si la BCE augmente les taux directeurs, les banques commerciales situées dans les pays membres de la zone euro pourront plus difficilement accorder des crédits à leurs clients. En conséquence, la quantité de monnaie en circulation dans ces économies devrait ralentir, d'où un ralentissement de la demande, qui permettrait un ralentissement de l'inflation (on considère donc que l'inflation est une inflation par la monnaie).

Exercice 21 Mesure et évolution du chômage

- 1 En 2009, en France, on comptait 428 000 chômeurs âgés de 50 à 64 ans. Le nombre total de chômeurs s'élevait à 2 577 000. En 2009, sur 100 actifs âgés de 15 à 24 ans, 23.7 étaient au chômage. Sur 100 actifs, 9.1 étaient chômeurs.
- 2 Le chômage touche davantage les femmes (le taux de chômage féminin est 0.5 point plus élevé que le taux masculin), les jeunes (le taux de chômage des 15-24 ans est 3 fois plus élevé que celui des 25-49 ans, et 4 fois plus que celui des 50-64 ans) et les moins diplômés (le taux de chômage des actifs sans diplôme est presque 3 fois plus élevé que celui des actifs ayant un niveau de diplôme supérieur à bac + 2).
- 3 Depuis le milieu des années 1970, le taux de chômage a très fortement augmenté en France : en 1972, sur 100 actifs, moins de 3 étaient chômeurs, contre environ 9 en 2008 (le taux de chômage a donc triplé). Depuis le début des années 1990, ce taux reste stable à un haut niveau (chômage de masse).

Exercice 22 Chômage en UE

- 1 $18.1 / 3.4 \approx 6$. Le taux de chômage espagnol est environ 6 fois plus élevé que le taux de chômage hollandais. (Ou : $18.1 - 3.4 = 14.7$. Le taux de chômage en Espagne est 14.7 points de % plus grand qu'aux Pays-Bas.)
- 2 Il y a de grands écarts dans les chiffres du chômage en fonction du pays européen concerné. Ainsi, on distingue un groupe de 6 pays pour lesquels le taux de chômage égale ou dépasse les 12 %. A l'opposé, 8 pays ont un taux inférieur à 7 %. La situation de la France est intermédiaire : son taux de chômage est de 9.1 %, ce qui correspond (à 0.1 point près) à la moyenne européenne (qui est de 9 %).

Exercice 23 Le chômage selon les néoclassiques

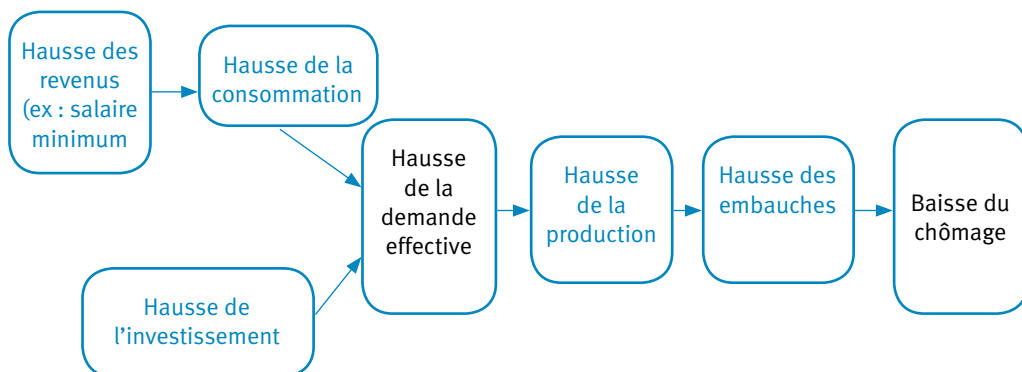
- 1 Selon Gary Becker, économiste néoclassique américain, le chômage s'explique par un coût du travail trop élevé (le coût du travail regroupe l'ensemble des dépenses effectuées par les entreprises pour les travailleurs, c'est-à-dire les salaires et les cotisations sociales patronales).

- 2 De nombreux néoclassiques sont favorables à la réduction du coût du travail pour limiter le chômage. Ceci peut notamment passer par un ralentissement des salaires ou une baisse des charges sociales payées par l'entreprise.

Exercice 24 Le chômage selon les keynésiens

- 1 La demande effective correspond à la demande de biens et services anticipée par les entreprises. Elle se compose de 2 demandes distinctes: la demande des consommateurs (« les dépenses de consommation ») et la demande des entreprises qui souhaitent acheter du capital (« les dépenses d'investissement »). On retrouve donc 2 composantes de la demande globale: demande des ménages + demande des entreprises.
- 2 Si la demande qui s'adresse aux entreprises est faible, celles-ci devront peu produire en conséquence, et auront donc un moindre besoin de main d'œuvre. Elles seront donc amenées à licencier ou, au moins, à ne pas embaucher davantage.
- 3 Selon les keynésiens, il faut donc stimuler la demande pour réduire le chômage. Ceci peut passer par une augmentation des salaires ou des prestations sociales reversées par l'État.

4



Exercice 25 La Balance des paiements

- 1 En France, en 2009, le compte des transactions courantes était déficitaire de 42.1 milliards d'euros (autrement dit, les importations de biens et services excédaient les exportations de 42.1 milliards d'euros).
- 2 C'est le compte des transactions courantes qui est le plus déséquilibré depuis 2000 (et en particulier la balance commerciale).

Exercice 26 Solde de la balance commerciale

- 1 En France, en 2008, les importations de biens excédaient les exportations de biens d'environ 68 milliards d'euros.
- 2 Depuis 2000, le solde de la balance commerciale est de plus en plus déficitaire: l'écart entre importations et exportations de biens se creuse.
- 3 Ceci peut s'expliquer par des différences de compétitivité: les biens produits à l'étranger peuvent être plus compétitifs que les biens français. En conséquence, les importations augmenteraient plus rapidement que les exportations.

Chapitre 4 Quelles politiques conjoncturelles ?

Exercice 27 La politique budgétaire

- 1 L'État peut réaliser des investissements publics (ex: construction d'infrastructures publiques) mais également augmenter certains revenus (salaire minimum, allocations chômage par exemple) ou baisser certains impôts pour augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs.
- 2 Politique de relance: augmenter la demande afin de réduire le chômage et stimuler la croissance éco.

Politique de rigueur: freiner la demande pour ralentir l'inflation
- 3 L'État réalise des dépenses publiques (investissements publics) afin d'augmenter le chiffre d'affaires des entreprises auxquelles il s'adresse. Celles-ci vont donc produire plus et distribuent davantage de revenus (salaires notamment). Les salariés consommeront plus, en achetant des biens et services auprès d'autres entreprises, qui redistribueront elles aussi plus de revenus, etc. Ce mécanisme permet une hausse globale des revenus (l'enchaînement est cumulatif).

Exercice 28 Exemple de politique budgétaire

- 1 Il s'agit d'une politique de relance, car l'objectif est de soutenir la croissance grâce à des dépenses publiques.
- 2 Remboursement des dettes des PME, investissements publics importants, prime à la casse accordées aux consommateurs qui s'achètent une voiture neuve, prêt à taux zéro pour faciliter les emprunts (et ainsi relancer la consommation).

Exercice 29 Limites du multiplicateur

- 1 L'objectif était de relancer la consommation des ménages, afin d'enclencher le mécanisme du multiplicateur.

- 2 Le contexte international n'était pas favorable: les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne menaient alors une politique de rigueur afin de lutter contre l'inflation. Par ailleurs, les ménages ont consommé davantage... de biens importés (notamment en provenance d'Allemagne et du Japon), ce qui n'a pas stimulé la production (et donc l'emploi) des entreprises françaises.
- 3 Le multiplicateur n'a pas été enclenché en France. La hausse des revenus décidée par l'État français a davantage profité aux entreprises étrangères!

Exercice 30 La politique monétaire

- 1 La hausse de la masse monétaire correspond à une augmentation de la quantité de monnaie dont disposent les agents économiques dans le pays. Cette hausse peut donc permettre d'augmenter la consommation (par exemple, les banques pourront accorder plus de crédits aux ménages). Une forte consommation doit stimuler la production des entreprises et donc l'activité économique.
- 2 Il y a un risque d'inflation par la monnaie: si les consommateurs ont davantage de monnaie, les producteurs, qui ne peuvent satisfaire cette nouvelle consommation rapidement, augmentent leurs prix de vente.
- 3 A l'inverse, la baisse de la masse monétaire doit permettre de ralentir la demande par rapport à l'offre, ce qui doit freiner les prix de vente.
- 4 Rappel séquence 4, chapitre 3. La banque centrale se trouve au cœur du système bancaire. Elle définit la politique monétaire, crée de la monnaie (fiduciaire et scripturale) et fixe les conditions de refinancement des banques commerciales en fixant les taux directeurs.
- 5 L'objectif central de la BCE est la maîtrise de l'inflation en Europe. En conséquence, lorsque le contexte économique le permet, elle doit mener prioritairement une politique monétaire plutôt restrictive, en limitant la masse monétaire en circulation dans l'économie.

Exercice 31 Instruments de politique monétaire

- 1 Un taux directeur est un taux fixé par la Banque Centrale pour influencer la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. Ainsi, le principal taux directeur est le taux de refinancement, que paient les banques commerciales qui se refinancent auprès de la Banque Centrale.
- 2 Une hausse du taux de refinancement entraîne une augmentation du coût de ce refinancement pour les banques commerciales. Celles-ci augmentent donc en compensation le prix des services facturés à leurs clients (hausse du coût des crédits accordés à leurs clients, c'est-à-dire les **taux d'intérêt**). Cette hausse du taux d'intérêt n'incite pas les clients à emprunter, ce qui freine la masse monétaire en circulation.

- ③ Il est possible d’agir de manière expansionniste sur chacun des 3 principaux outils :
- baisser les taux directeurs : par exemple, la baisse du taux de refinancement diminue le coût du refinancement pour les banques commerciales, qui peuvent baisser les taux d’intérêt proposés à leurs clients, d’où une hausse des crédits accordés,
 - baisser le niveau des réserves obligatoires : les dépôts que détiennent les banques commerciales pour délivrer des crédits sont ainsi plus importants, ce qui augmente la masse monétaire en circulation dans l’économie,
 - vendre des titres contre des liquidités (politique d’open market expansionniste) : ce faisant, la BCE tend à diminuer les taux d’intérêt proposés par les banques commerciales à leurs clients, ce qui facilite les crédits et augmente donc la masse monétaire.

Exercice 32 Politiques monétaires dans l’UE et aux États-Unis

- ① En 2007, la Réserve fédérale américaine a fixé ses taux directeurs à plus de 5 %, contre 4 % environ pour la BCE.
- ② Entre 2005 et 2007, la BCE a augmenté ses taux directeurs (qui passent de 2 à 4 %). Il s’agit d’une politique monétaire restrictive : cette hausse entraîne une hausse des taux d’intérêt que fixent les banques commerciales, ce qui freine l’octroi de crédits dans l’économie et donc la quantité de monnaie en circulation.
- ③ En novembre 2008, le contexte économique était très défavorable (conséquences de la crise financière apparue aux États-Unis dès 2007).
- ④ La politique monétaire décrite est expansionniste : les diverses banques centrales diminuent leurs taux directeurs afin de stimuler la demande, pour accroître l’activité et réduire le chômage.
- ⑤ Points communs : Les taux directeurs des 2 banques centrales évoluent dans le même sens depuis 2000, avec un léger décalage dans le temps (les variations des taux de la BCE interviennent après celles de la Fed).

Différences : Mais, tant à la hausse qu’à la baisse, ces variations sont beaucoup plus amples dans le cas de la Fed (qui peut les augmenter à un haut niveau – 6.5 % en 2000 – et les baisser jusqu’à 1 %). Globalement, les politiques menées par la Fed, expansionnistes ou restrictives, sont donc plus agressives (plus volontaristes) que celles menées par la BCE.